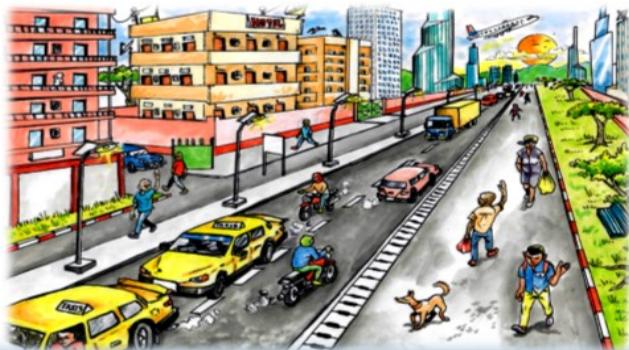
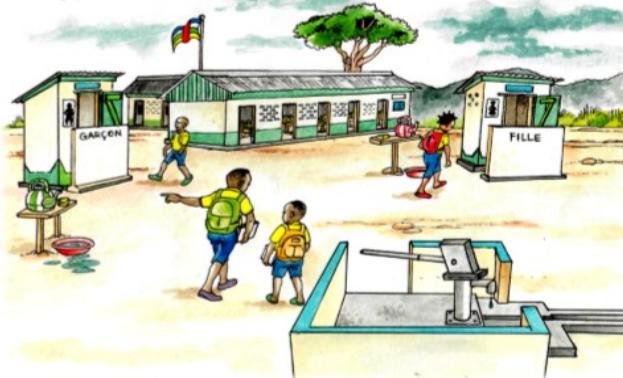


# BUDGET CITOYEN 2026



C'est un langage simple pour comprendre les actions du Gouvernement



**Votre Budget - Votre Pouvoir - Notre  
Développement**

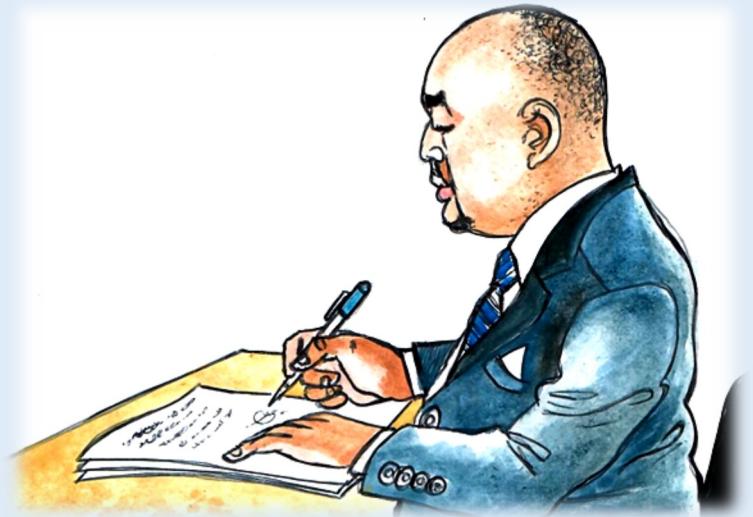
**Le Guide pour mieux comprendre le Budget de l'Etat**



# Avant-propos

Chers compatriotes,

Je suis heureux de vous présenter le Budget Citoyen 2026 de notre pays, la République Centrafricaine. C'est un outil conçu pour permettre à chaque citoyen de comprendre comment le Gouvernement utilise les ressources financières qu'il mobilise auprès des citoyens et des bailleurs, afin de répondre à nos besoins communs.



Ce budget est important, car il montre ce qui est fait pour nos écoles, nos hôpitaux, nos routes, et pour la sécurité de tous. Mais il doit aussi être un lien entre vous et ceux qui prennent les décisions. Parce que c'est en comprenant ce qui se passe avec l'argent de l'État que vous pouvez mieux agir, faire entendre votre voix, et demander ce qui manque ou ce qui peut être amélioré.

Notre force repose sur vous. Elle réside dans votre courage, votre solidarité et votre esprit de communauté. C'est grâce à votre engagement que la République centrafricaine peut progresser.

Ce document vous offre une clé pour contribuer activement à cette avancée : en le lisant attentivement, en le partageant, en posant des questions ou en proposant des idées pour bâtir ensemble notre avenir.

Je vous invite donc à découvrir ce budget, à en parler autour de vous, à faire entendre votre voix. Ensemble, nous pouvons choisir la voie du progrès et de la justice pour notre pays. Parce que votre avenir, c'est aussi celui de la Centrafrique.

Merci pour votre engagement. Ensemble, construisons un Centrafrique fort et uni !

Hervé Ndoba

# Introduction



Chers citoyens,

Le Budget Citoyen 2026 n'est pas seulement un document comptable : c'est l'expression concrète de notre volonté collective de bâtir un avenir meilleur pour la République centrafricaine. Il montre comment l'argent que l'Etat collecte à travers nos impôts et taxes, et les autres ressources mobilisés que nous récoltons tous — à travers nos impôts, nos efforts, nos ressources — est utilisé pour répondre à nos besoins

essentiels : l'éducation de nos enfants, la santé de nos familles, la sécurité dans nos quartiers, le développement de nos villages et de nos villes.

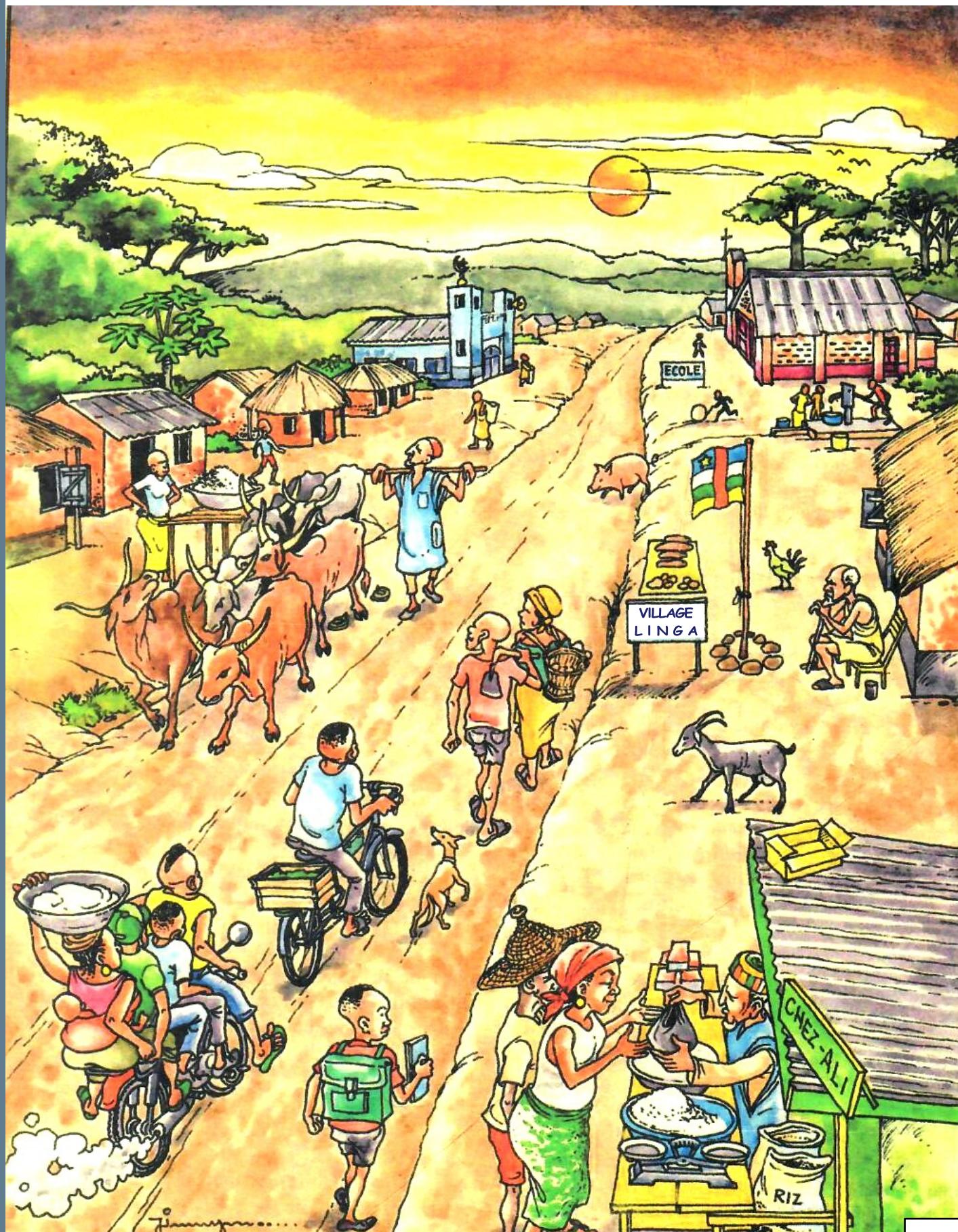
Mais ce budget ne doit pas rester un simple chiffre ou un jargon technique. Il doit être compréhensible par tous, car il concerne chacun d'entre nous. Il est le reflet de nos priorités, de nos rêves et de notre détermination à changer notre quotidien. En comprenant comment l'argent est dépensé, vous pouvez mieux décider, participer et faire entendre votre voix. Vos idées, vos préoccupations, votre expérience comptent pour orienter ces choix.

Ce document est aussi une invitation à la responsabilité collective. En étant informés, nous devons acteurs du développement de notre pays. En exprimant nos attentes, nous pouvons influencer les décisions qui façonnent notre avenir. Votre participation est essentielle, car c'est ensemble que nous construirons un Centrafrique plus fort, plus juste, où chacun a sa place.

Nous vous encourageons donc à lire attentivement ce Budget Citoyen 2026, à le comprendre, à le questionner, et surtout à y prendre part. Car c'est votre avenir, c'est notre avenir — et il se construit aujourd'hui, avec vous, pour vous.

Amélie Jeannine Behorou

À Linga, pendant que le débat sur le budget de l'Etat se déroule à l'hémicycle de l'Assemblée nationale à Bangui, un éleveur traverse le village poussiéreux, son troupeau meuglant, évitant motos et passants. Au marché, les étals débordent de produits du terroir. Les villageois discutent du nouveau budget et espèrent que l'argent permettra de réparer les routes, de construire des écoles, et aussi d'avoir des beignets à un prix abordable.



## I - QUELLES SONT LES NOTIONS ESSENTIELLES DU BUDGET DE L'ÉTAT ?

- Comprendre le budget de notre pays

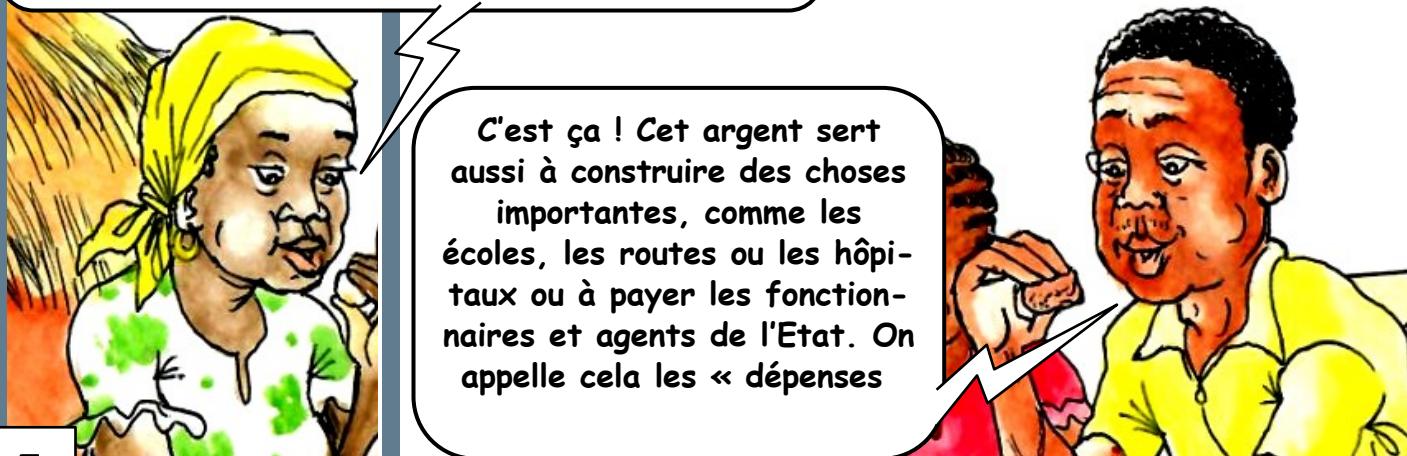
Au village Linga, la famille YEKOUA mange tranquillement. Pendant ce temps, ils écoutent la radio nationale, qui parle du débat sur le budget 2026.

L'Assemblée nationale adopte en séance plénière, à l'unanimité des voix, le projet de loi de finances pour 2026. Ce budget, d'un montant de 368,43 milliards de FCFA en recettes, prévoit que l'État pourra dépenser 396,35 milliards de FCFA pour faire fonctionner tout le pays en 2026



- Comprendre le budget de l'État : Recettes, dépenses et équilibre budgétaire

Donc, si je comprends bien, le pays a de l'argent, appelé « recettes », qu'il obtient en vendant des produits ou en faisant payer des taxes et des impôts aux citoyens?



Le budget de l'État est comme un gros pot commun : il a des recettes (l'argent qui entre) et des dépenses (l'argent qui sort). Quand on fait un budget, on doit s'assurer que l'argent qu'on a est suffisant pour faire tout ce qu'on veut. C'est pourquoi, on parle d'équilibre du budget, c'est-à-dire Recettes = Dépenses.

Le budget de l'État montre ce que le gouvernement décide de faire pour le développement du pays. Il dépend de ses choix politiques, comme la création ou la modification des impôts, et de ses priorités, comme financer la santé, l'éducation ou aider certains secteurs importants. En résumé, le budget reflète les accords et les compromis entre les différentes parties du gouvernement pour décider de ce qui est le plus important pour le pays.



Papa, en écoutant le Président de l'Assemblée nationale, j'ai compris que pour le budget 2026, les dépenses sont plus élevées que les recettes. Pourtant, tu disais que les ressources doivent être égales aux dépenses.



Ma fille, si les dépenses sont plus que les recettes, cela signifie que l'Etat a un déficit. Dans ce cas, le Ministre des Finances demande un appui budgétaire ou doit emprunter pour combler ce déficit.



Qui fournit l'argent à l'État pour l'aide, et qui lui prête de l'argent ?

Ce sont d'autres pays, Institutions Internationales ou des banques qui donnent de l'argent à l'État pour l'aider.



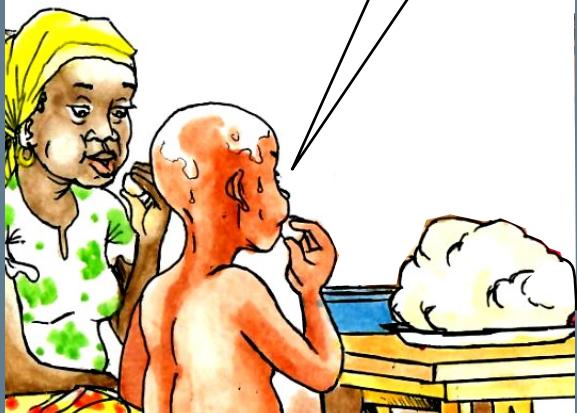
Papa, peux-tu m'expliquer simplement la différence entre l'aide budgétaire que l'Etat reçoit et l'emprunt ?

Bonne question, ma fille. L'aide budgétaire, c'est quand un pays ou une Institution financière donne de l'argent à l'Etat sans demander de le rendre. C'est comme un cadeau pour aider le pays à réaliser ses projets.



Et l'emprunt, c'est différent ?

Oui, l'emprunt, c'est quand l'Etat prend de l'argent à un pays ou à une banque, mais il doit le rendre plus tard, avec un peu plus, comme un prêt que tu prends à la banque



Donc, dans l'aide, l'Etat ne doit pas rendre l'argent, mais dans l'emprunt, il doit rembourser ?

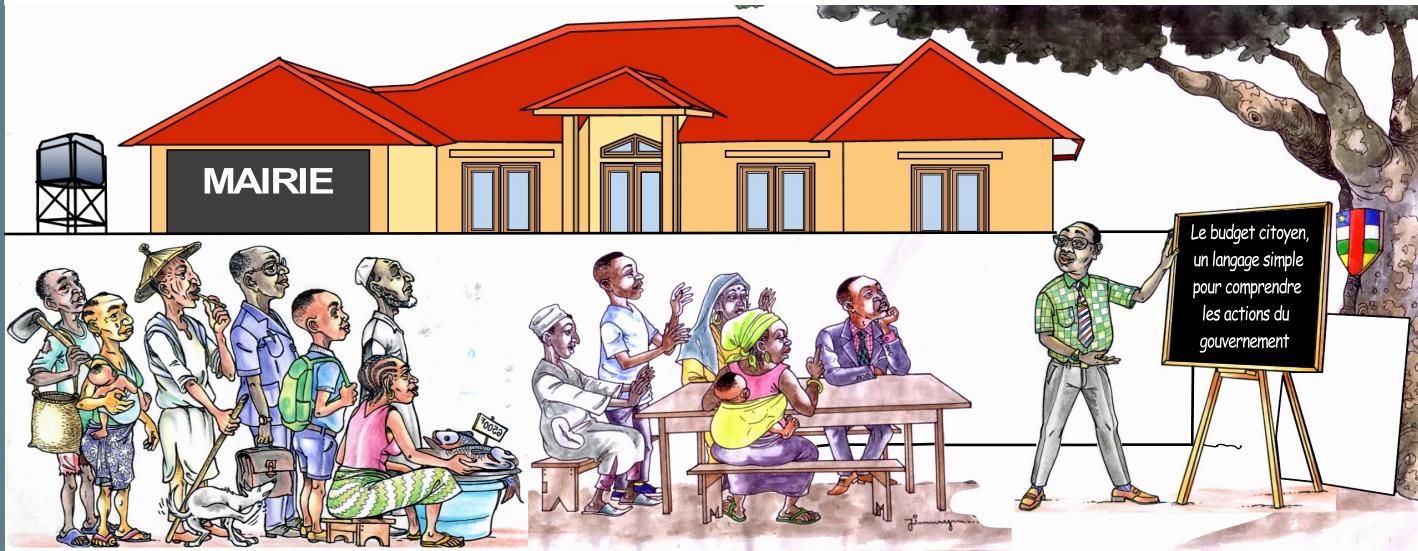
Exactement ! C'est la grande différence.



## II. PROCESSUS D'ÉLABORATION DU BUDGET DE L'ETAT

### La différence entre la loi de finances, le budget et le budget citoyen

Sous l'arbre à palabre, devant la mairie du village Linga, Édouard, contrôleur financier, explique à la population ce qu'est la loi de finances, le budget de l'État et le budget citoyen.



J'entends souvent à la radio parler de la loi de finances et du Budget de l'État. Est-ce la même chose ?

La loi de finances est un texte officiel voté chaque année par l'Assemblée nationale. Elle autorise les recettes (comme les impôts) et les dépenses de l'État, et fixe les règles pour les impôts et taxes. Grâce à elle, le budget devient obligatoire à suivre.

Par contre, le budget de l'État est le plan précis des rentrées et sorties d'argent : combien l'État encaisse (impôts, aides) et dépense (salaires, projets), en respectant la loi de finances. C'est l'outil pratique pour gérer les finances publiques tous les jours.

Et le budget citoyen, c'est quoi ?

Le budget citoyen est une version simple de la loi de finances qui explique aux citoyens, de manière claire, comment l'État utilise l'argent public, pour favoriser la transparence, la connaissance et la participation de tous à la gestion des finances publiques.

## ÉLABORATION DU BUDGET (SUITE)

J'ai compris. Mais comment le gouvernement prépare-t-il le budget ?

D'abord, le Premier Ministre envoie une lettre à chaque ministre. Il leur dit combien d'argent ils auront pour faire leur travail cette année, en fonction de ce que l'État peut recueillir.

Et après ?

Ensuite, on regarde la situation de l'économie du pays. C'est ce qu'on appelle le cadrage macroéconomique. Cela nous permet de savoir combien l'État peut collecter comme impôts.

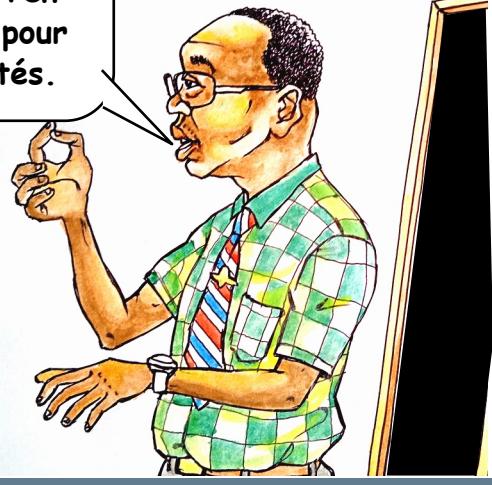
Et le cadrage budgétaire, c'est quoi ?

C'est la traduction chiffrée de ce que le gouvernement veut faire. On prévoit combien on va recevoir et comment on va dépenser pour soutenir le développement : école, santé, routes...

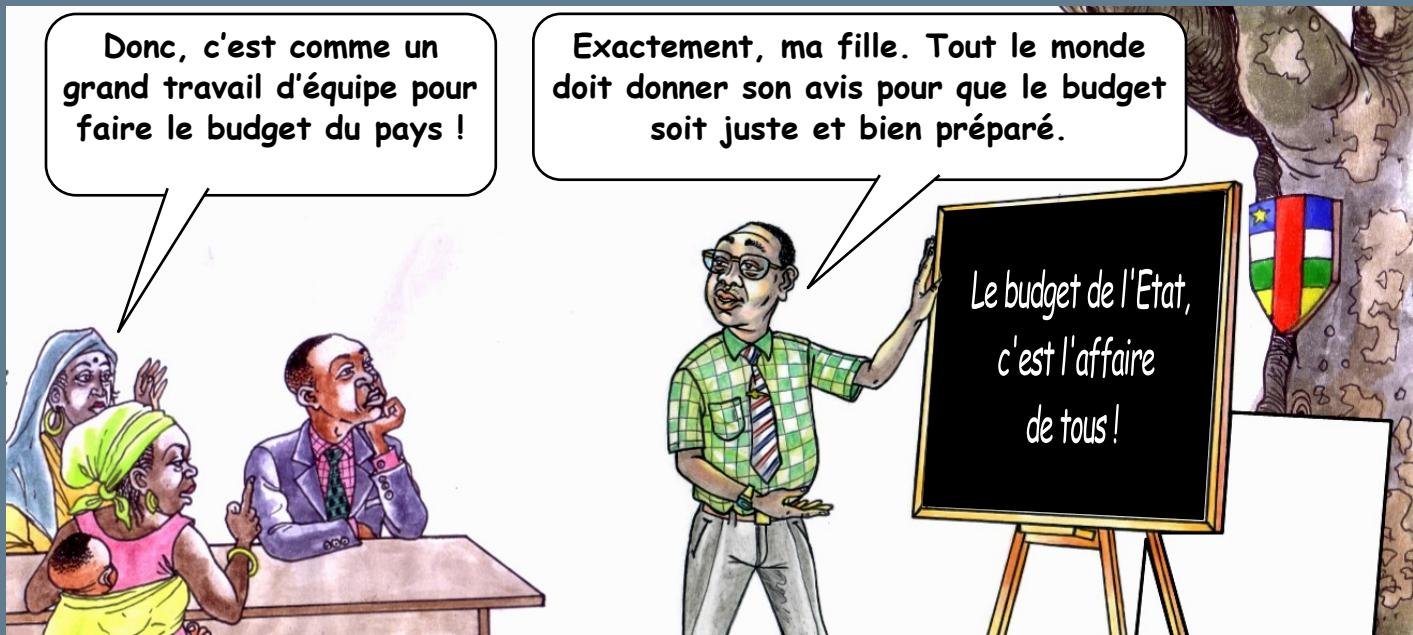
Qui décide si le budget est bon ?



Après que le gouvernement a préparé le projet de budget, il le présente au Conseil des Ministres. Si tout le monde est d'accord, il l'envoie à l'Assemblée Nationale pour examen et vote par les députés.



Donc, c'est comme un grand travail d'équipe pour faire le budget du pays !

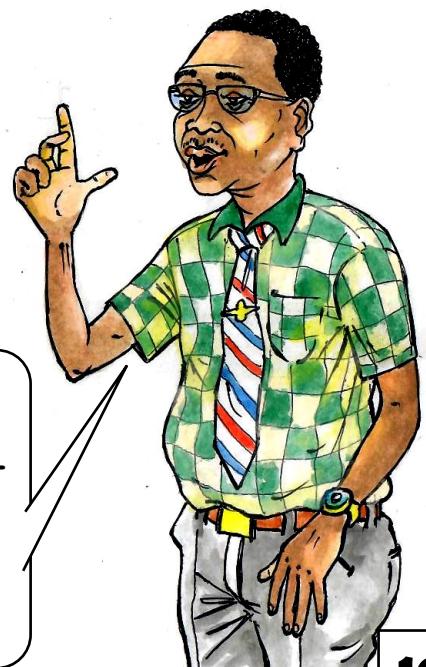


## . VOTE DU BUDGET

Comment se passe le vote du budget à l'Assemblée Nationale ?



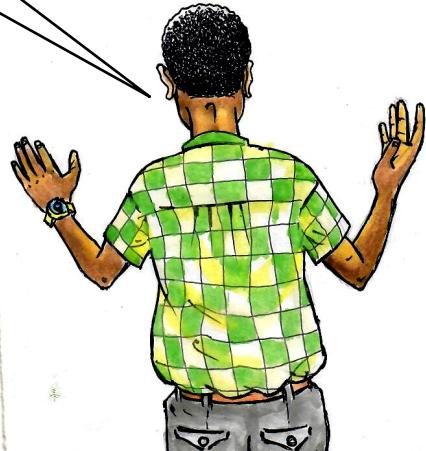
Le projet de loi de finances est le projet du budget de l'État. Il arrive d'abord au bureau de l'Assemblée nationale, qui vérifie qu'il est en règle. Ensuite, il est examiné par une commission spéciale, la « Commission Économie, Finances et Plan ».



Et après, ils en parlent aux autres membres de l'Assemblée nationale ?



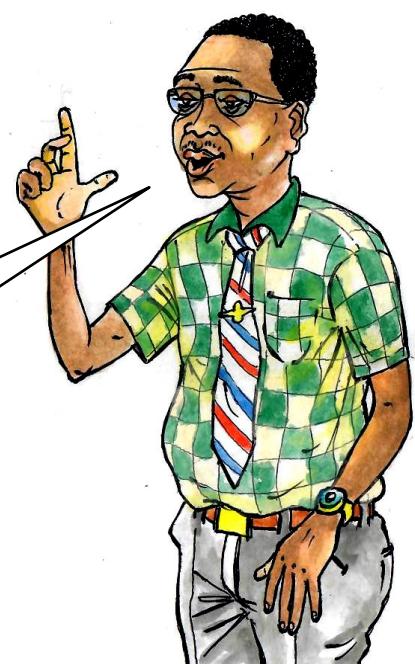
Avant l'examen du projet de budget par les députés, le ministre en charge présente un discours détaillé. Il y expose le contexte de préparation du budget et précise les objectifs du gouvernement, par exemple la construction d'écoles ou de routes.



Quel travail la commission Économie, Finances et Plan fait-elle sur le projet de budget ?



Elle examine de près chaque partie du budget. Ça veut dire qu'elle regarde ce que chaque institution et ministère prévoit de dépenser et de recevoir. Ensuite, Elle prépare également un rapport qui sera lu en plénière.



Et chaque ministre doit aussi dire ce que son ministère va faire ?



Oui, chaque ministre présente ses programmes. Après ça, il y a un grand débat où tous discutent des projets.



Et comment les députés choisissent s'ils acceptent ou non le budget ?



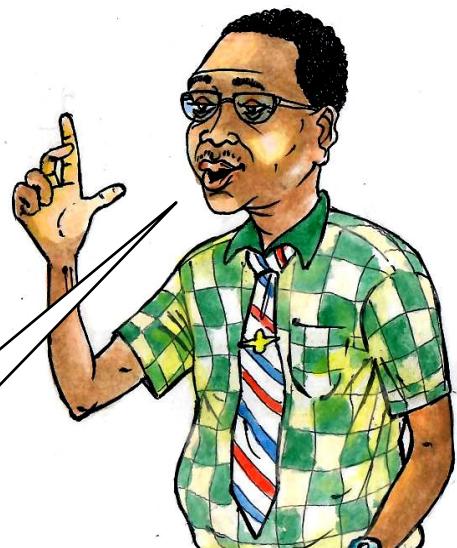
Le budget est examiné page par page, c'est-à-dire que chaque partie est discutée. Ensuite, ils votent pour ou contre. La décision finale est prise dans le respect des règles fixées par la Constitution et le règlement intérieur de l'Assemblée nationale.



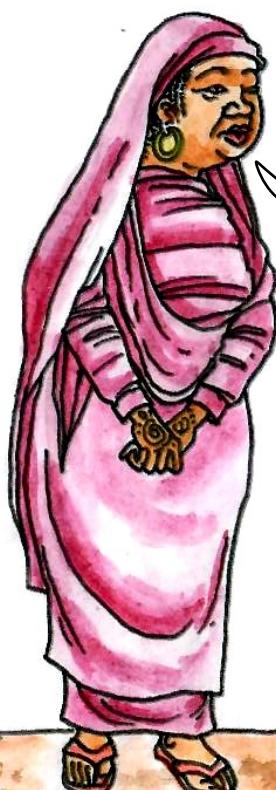
Ah, donc c'est comme une grande décision collective pour faire en sorte que l'argent de l'État soit bien utilisé !



Exactement ! C'est une étape très importante pour que le gouvernement puisse agir dans l'intérêt de tous.



Après le vote du budget par l'Assemblée nationale, quelles sont les prochaines étapes ?



Après le vote du Budget par le Parlement, le Président de la République le signe et il est publié. On dit que le Président de la République Promulgue la Loi de finances.



Qu'est-ce que la phase de mise en œuvre du budget après son adoption officielle ?

Après son vote par le Parlement et sa promulgation par le Président de la République, le Ministère des Finances et du Budget rend accessible au grand public la Loi de Finances, tout en informant les ministères sectoriels et les institutions constitutionnelles pour leur permettre d'exécuter leur budget. Cette étape marque la mise en œuvre effective du budget de l'État, garantissant transparence et coordination administrative.

### III. CHIFFRES CLÉS DU BUDGET 2026

Monsieur Marius, combien d'argent le gouvernement prévoit-il de recevoir en 2026 ?

Environ 368 milliards de FCFA, Doutila. Cet argent provient surtout des taxes, des impôts, des droits de douane, ainsi que des ressources naturelles comme le bois, les diamants, l'or et les produits agricoles.

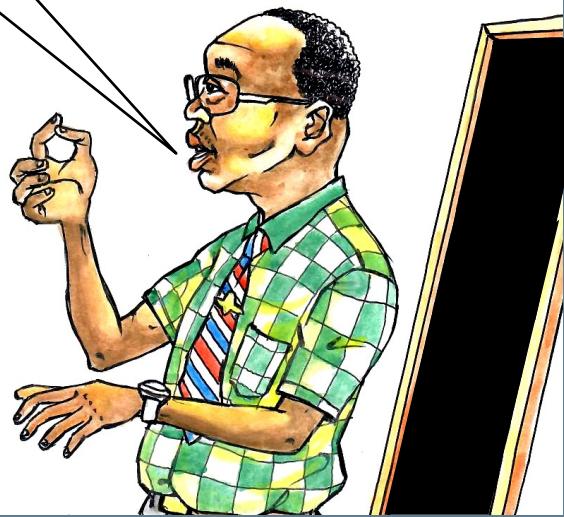
Et combien le gouvernement prévoit-il de dépenser cette année ?

Il prévoit environ 396 milliards de FCFA. La majeure partie va à la sécurité, la santé, l'éducation, et à la construction des routes pour améliorer la vie de tous.

Si on dépense plus que ce qu'on reçoit, que cela veut-il dire pour le pays ?



Cela veut dire qu'il y a un déficit, d'environ 27 milliards de FCFA. Le pays doit alors trouver des moyens pour financer cette différence, comme emprunter ou réduire ses dépenses.



Comment l'État trouve l'argent qui manque ?



Comme je l'ai déjà dit, l'État emprunte simplement aux banques et investisseurs sur les marchés financiers. Il reçoit aussi des prêts et aides des partenaires étrangers pour des projets généraux ou spécifiques, comme des routes ou écoles. Ainsi, il finance ses priorités sans attendre plus de recettes.



Pourquoi c'est important de suivre ces chiffres ?



Parce que ces chiffres montrent si notre pays investit dans notre avenir ou si on doit mieux gérer notre argent. Connaître ces chiffres, c'est aussi s'engager pour que l'argent profite à tous nos citoyens.

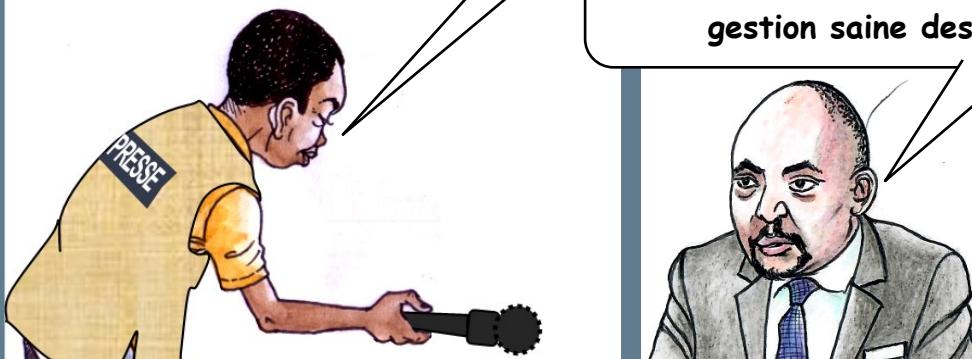


#### IV. CONTEXTE D'ÉLABORATION DU BUDGET 2026

Le Ministre des Finances et du Budget accorde une interview exclusive à la radio « Ta Tene »

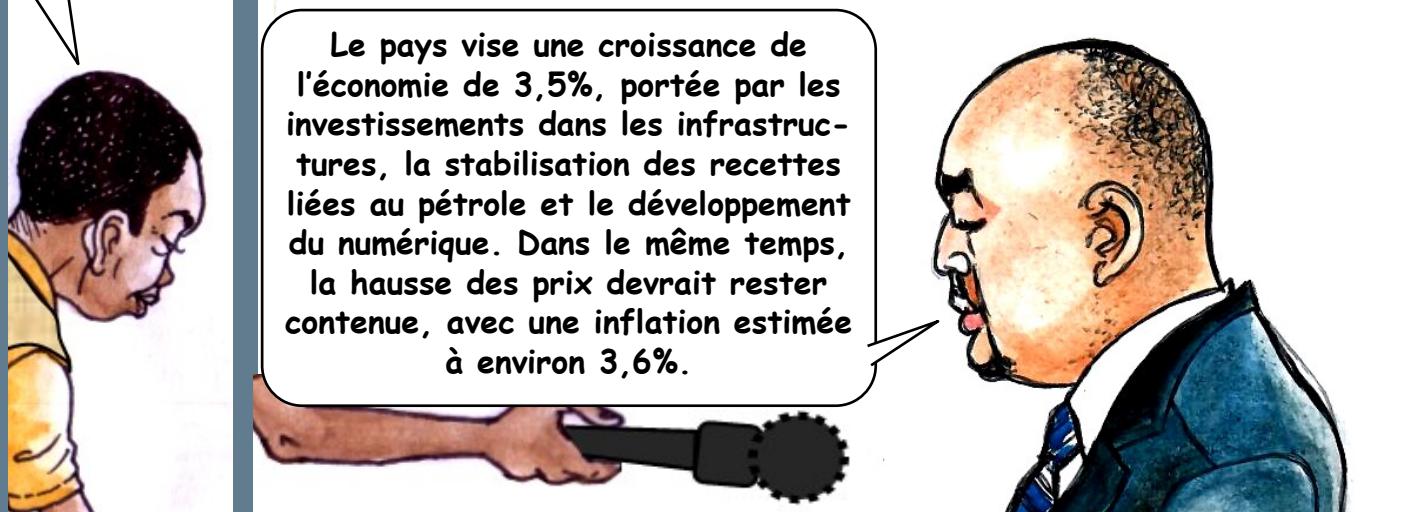
Monsieur le Ministre, pourriez-vous expliquer simplement à nos auditeurs dans quel contexte a été élaboré le Budget 2026 pour la République centrafricaine ?

Le pays traverse une période économique fragile, avec beaucoup d'incertitudes mondiales et régionales. Le gouvernement veut relancer l'économie en investissant dans les services et les infrastructures publiques, tout en améliorant la collecte des recettes internes et en veillant à maintenir une gestion saine des finances publiques.



Quelles sont les grandes hypothèses macroéconomiques retenues pour 2026 ?

Le pays vise une croissance de l'économie de 3,5%, portée par les investissements dans les infrastructures, la stabilisation des recettes liées au pétrole et le développement du numérique. Dans le même temps, la hausse des prix devrait rester contenue, avec une inflation estimée à environ 3,6%.



Concernant les recettes et dépenses, quelles sont les grandes lignes ?

Les recettes propres devraient augmenter de 11,18% pour atteindre 206,80 milliards de FCFA, avec des objectifs historiques pour l'administration fiscale et douanière : 79 milliards de FCFA pour l'ensemble impôts/douanes (+12%) et 75,80 milliards de FCFA pour les seules douanes. Dans le même temps, les dépenses sont programmées à 396,35 milliards de FCFA, en donnant la priorité aux investissements publics et aux programmes sociaux au bénéfice de la population.

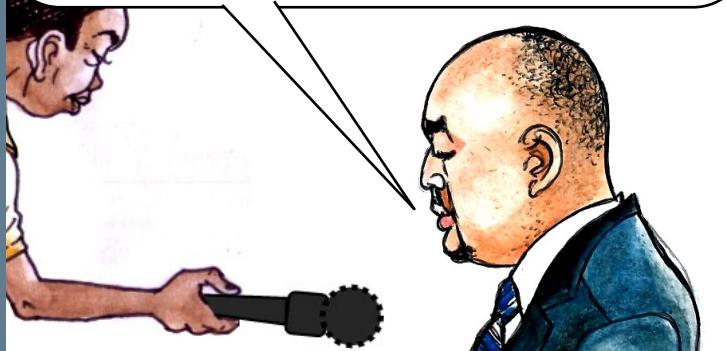
Quels sont les principaux postes des dépenses et leurs priorités ?

L'accent est mis sur les investissements publics et les programmes sociaux, afin de soutenir la relance et une croissance durable et inclusive.



Quelles réformes accompagnent ce budget, notamment en matière de transparence et de collecte fiscale ?

Des réformes comme la dématérialisation fiscale visent à élargir le nombre de contribuables concernés et à rendre l'action de l'État plus transparente. Elles permettent de mieux suivre les paiements, de réduire la fraude et de renforcer la confiance entre citoyens et administration.



Quels défis le Budget 2026 doit-il surmonter sur le plan économique et institutionnel ?

Le pays demeure vulnérable aux chocs externes, notamment la volatilité des prix du pétrole et le secteur informel. Le dépôt tardif du projet de loi de finances a aussi posé des défis. La stratégie reste prudente pour consolider la croissance durable et inclusive.



Quelles sont les grandes orientations budgétaires du Budget 2026 pour la République centrafricaine ?

Elles visent une consolidation macroéconomique prudente, des investissements ciblés dans les secteurs prioritaires et une discipline fiscale renforcée, dans un contexte d'incertitudes régionales et mondiales. Ce budget offensif, adopté le 10 décembre 2025, met l'accent sur la relance inclusive via des recettes intérieures dynamisées et un déficit maîtrisé, et il prépare le cycle électoral tout en visant une croissance durable.



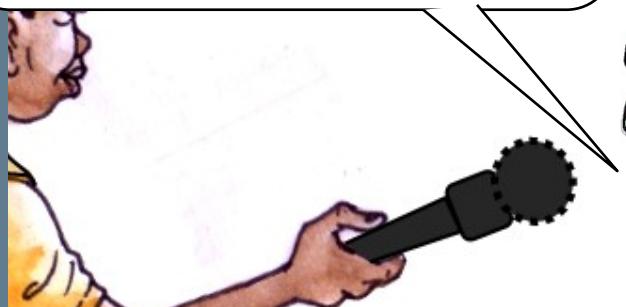
Quelles sont les priorités sectorielles et comment se répartissent les dépenses ?

Les dépenses totales s'élèvent à 396,35 milliards FCFA et privilégient les secteurs sociaux (éducation, santé), les infrastructures essentielles et l'organisation des élections de 2026. Des programmes de modernisation administrative et de bien-être social absorbent une part significative des ressources. L'investissement public soutient la stabilisation économique et la résilience.



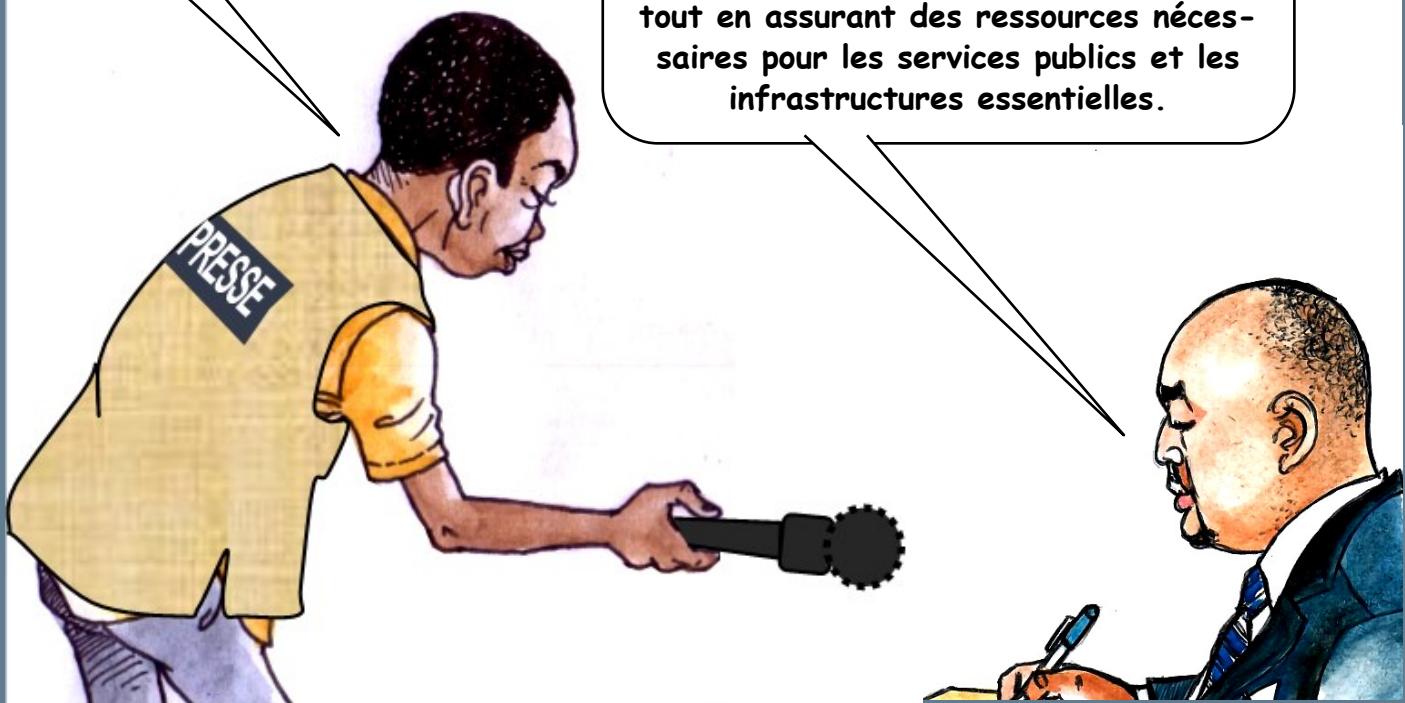
Comment ce budget s'inscrit-il dans le cycle électoral et la relance économique ?

Il est conçu pour soutenir une relance inclusive, tout en restant focalisé sur la discipline fiscale et la consolidation des finances publiques, afin de préparer et d'accompagner le cycle électoral de manière durable.



Quel message souhaitez-vous transmettre à la population à propos de ces orientations ?

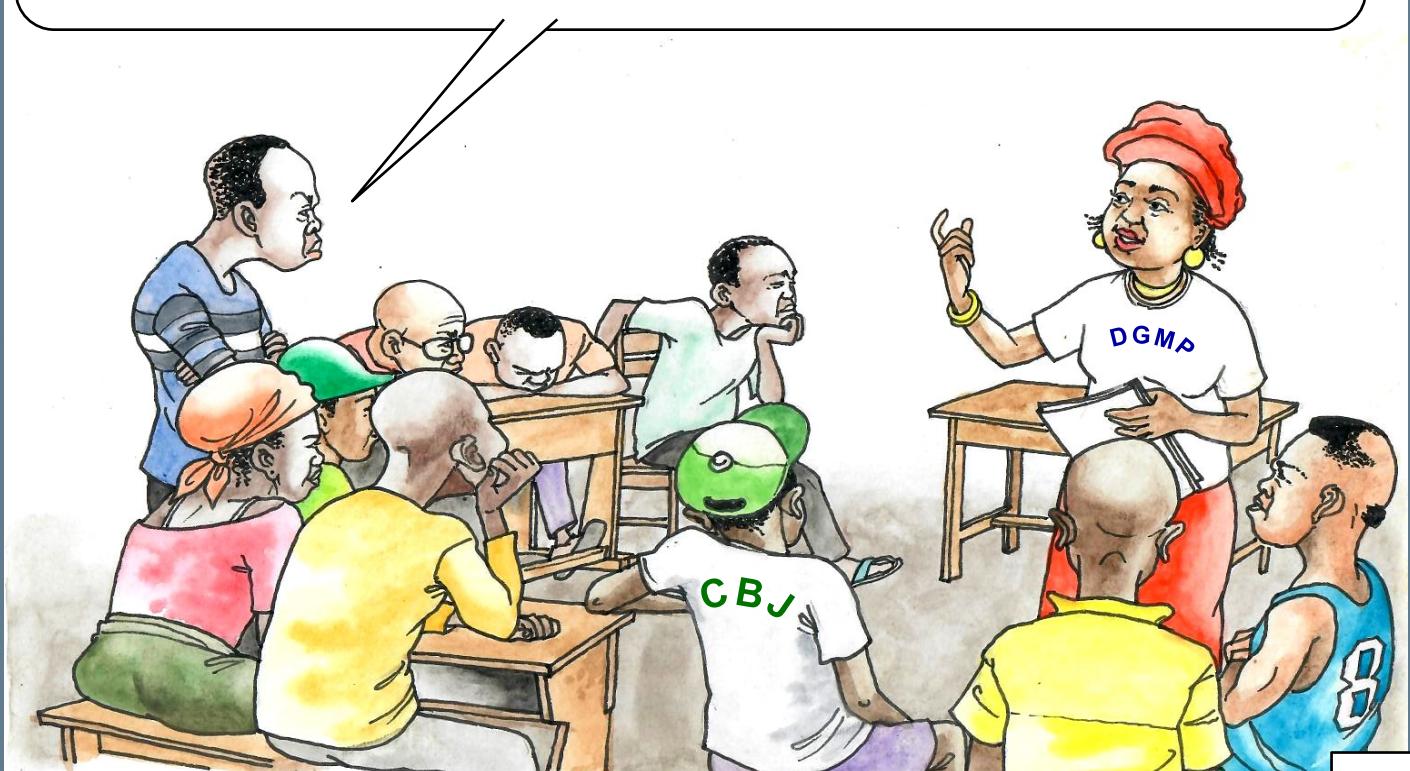
Ce budget cherche à combiner stabilité macroéconomique, équité fiscale et investissements sociaux pour une relance qui bénéficie directement aux citoyens, tout en assurant des ressources nécessaires pour les services publics et les infrastructures essentielles.



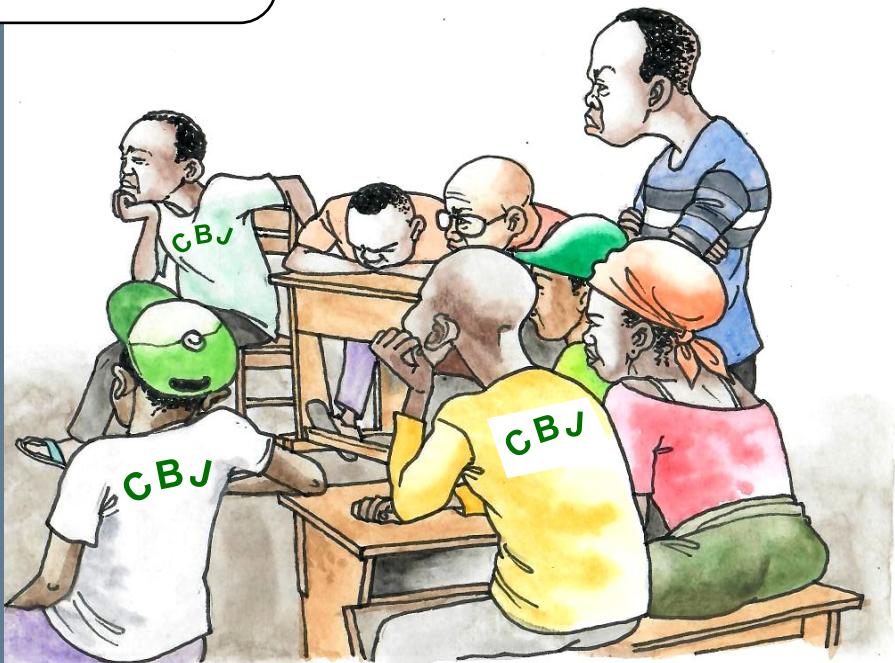
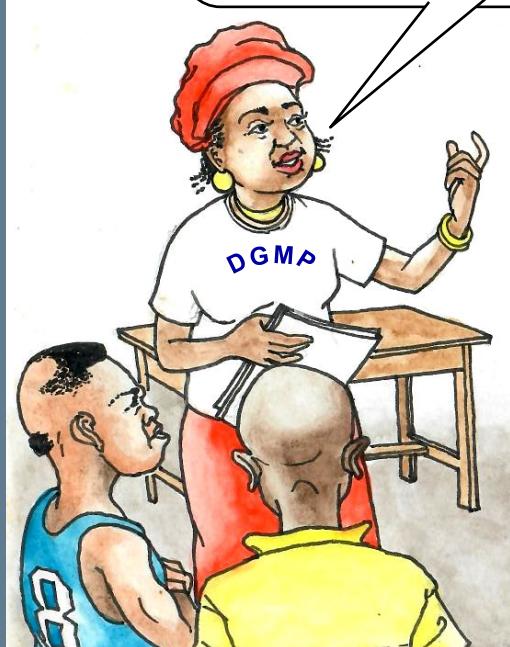
## V. LA LOI SUR LA COMMANDE PUBLIQUE EN RCA

Un cadre de la Direction Générale des Marchés Publics échange avec les Citoyens Budgétaires Juniors sur la nouvelle loi sur la Commande Publique en RCA

Dans le Budget 2026, il y a plein d'argent prévu pour construire des écoles, des routes et des hôpitaux. 396 milliards FCFA prévus pour les dépenses publiques !  
Mais qui décide des entreprises qui réaliseront les travaux ?



C'est la Loi de la Commande Publique qui règle tout ça ! Adoptée fin 2025, elle permet que tout soit transparent et équitable.



L'objectif : lutter contre la corruption, ouvrir les marchés publics à tous, pour que tout soit clair et juste.



Nous lançons un appel d'offres pour construire 10 écoles. Si le montant dépasse 10 millions FCFA, tout sera publié sur [www.finances.gouv.cf](http://www.finances.gouv.cf) et les journaux de la place. Rien de caché, c'est transparent.

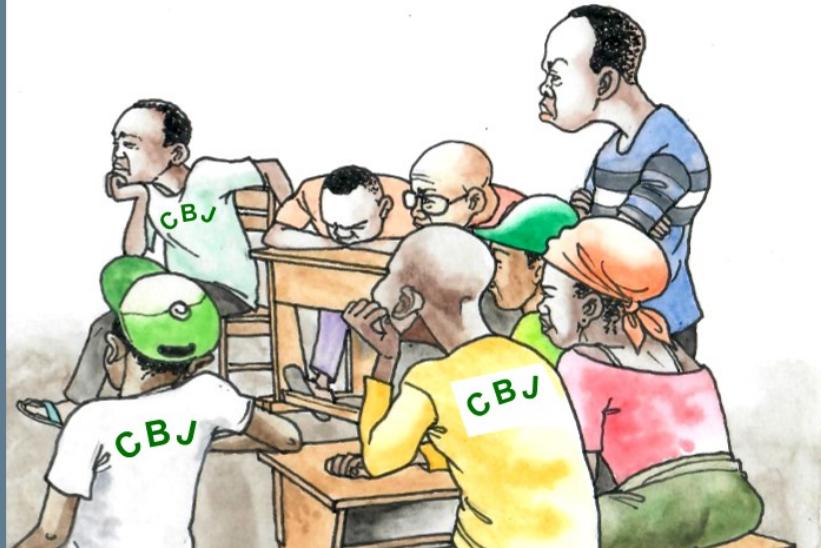


Donc les petites entreprises du pays ont toutes leur chance. Pas de favoritisme, tout se fait dans la règle.



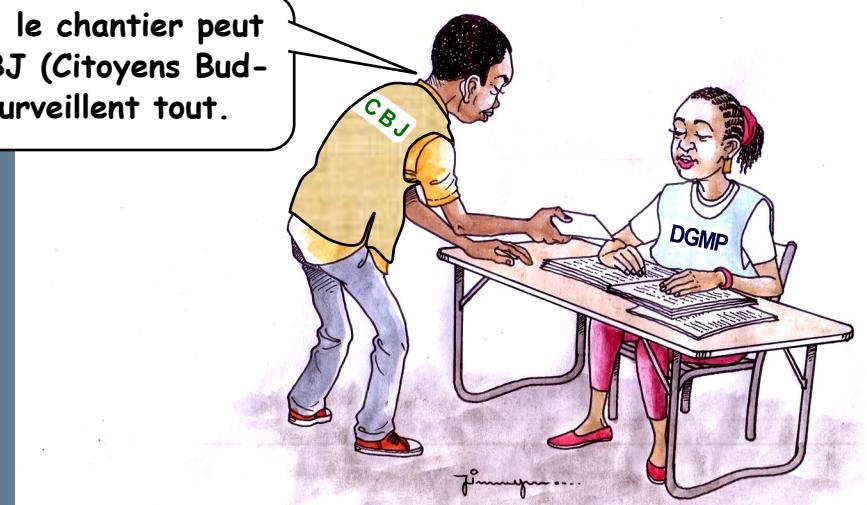


La commission ouvre les offres, comme à une tombola. "On regarde qui propose la meilleure offre, en tenant compte du prix et de la qualité. Le meilleur gagne, c'est tout simple."

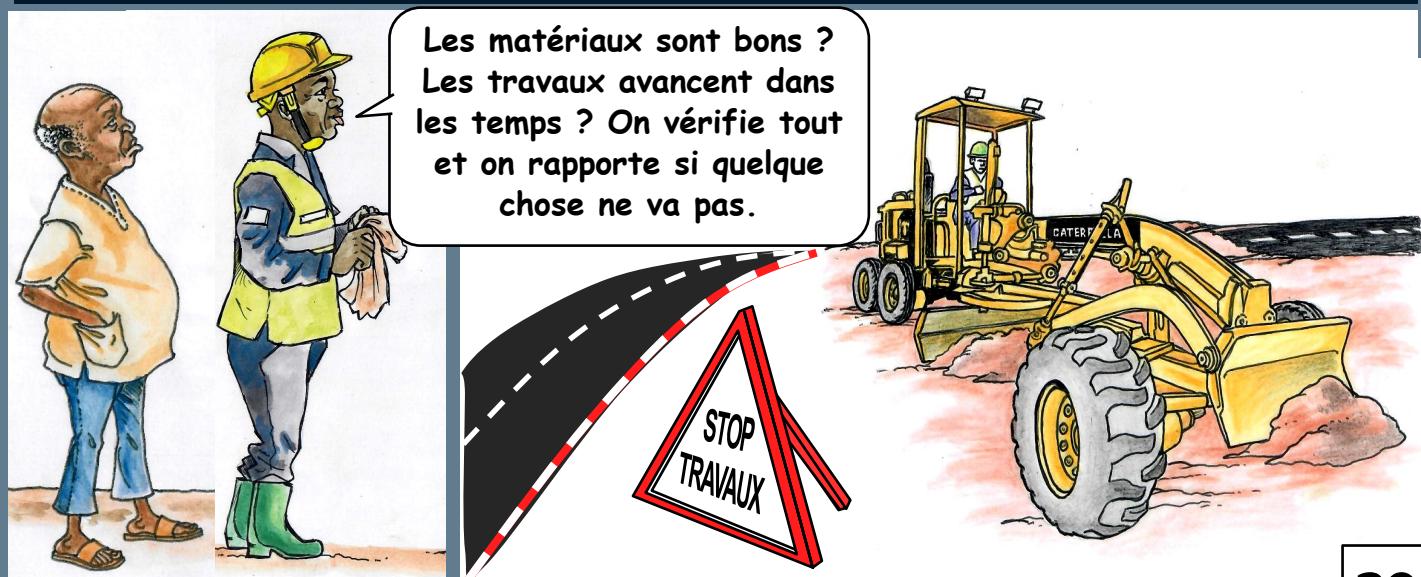


## VI. SIGNATURE DU CONTRAT, AVEC UNE POIGNÉE DE MAIN.

Le contrat est signé, le chantier peut commencer, et les CBJ (Citoyens Budgétaires Juniors) surveillent tout.



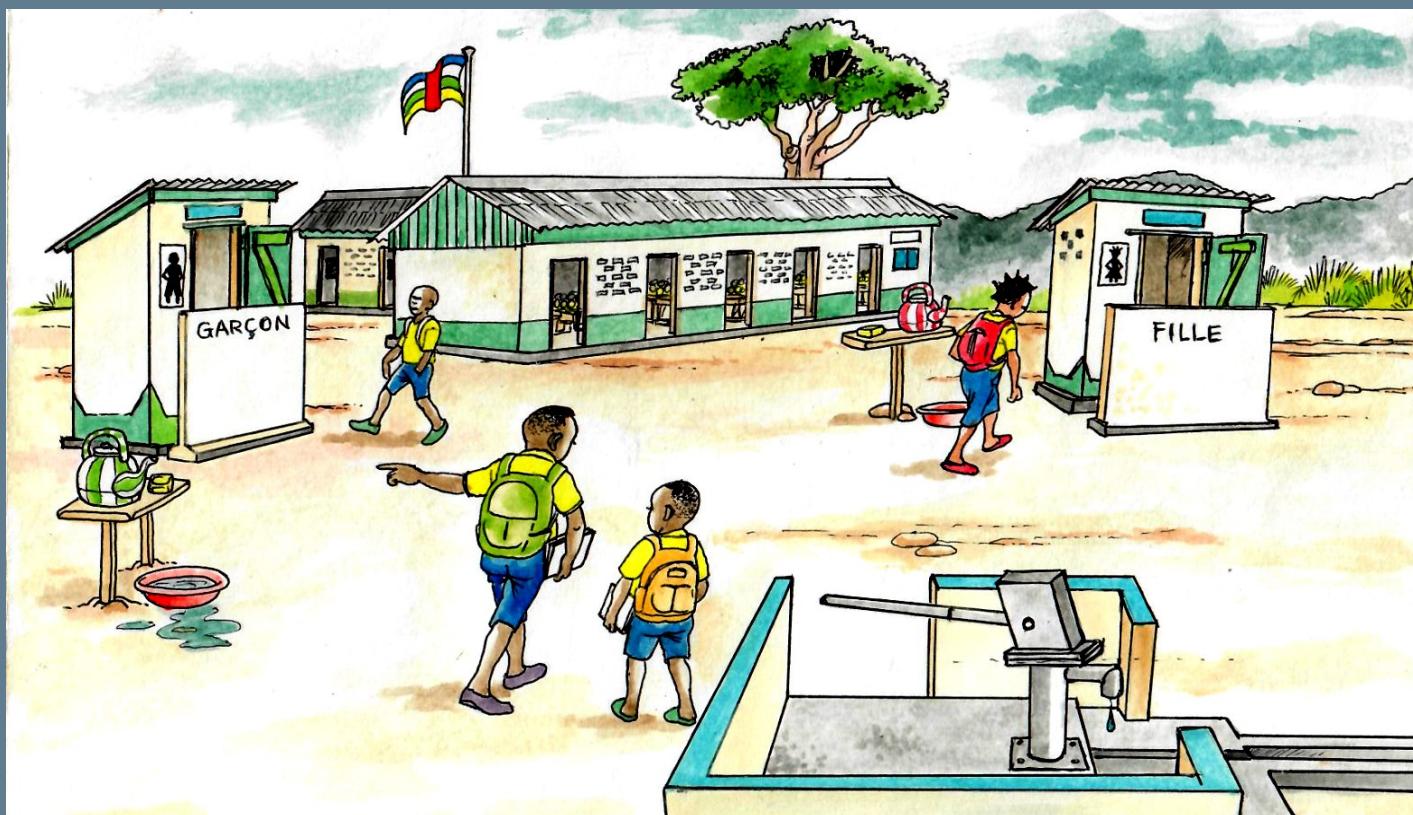
Kossi et ses amis visitent le chantier, casque sur la tête :



## LA COMMUNAUTÉ LOCALE CÉLÈBRE L'OUVERTURE DE LA NOUVELLE ÉCOLE.

Grâce à cette méthode, les travaux publics sont faits proprement, pour que tout le monde en profite.

En tant que CBJ, vous pouvez vérifier les offres, signaler si quelque chose ne va pas, et aider à faire respecter la loi. Tout ça, pour que l'argent public soit utilisé à bon escient.



Kossi dénonce aux autorités des malversations et le vol de matériaux durant l'exécution des travaux.

Faux dosage de ciment ? Vol de ciment et d'autres matériaux de construction ? Pas de soucis, les autorités et la DGMP te protègent et garderont ton identité secrète.



## ENFANTS EN CLASSE, SOURIANTS, AVEC LEURS LIVRES. KOSSI :

Grâce à la Loi sur la Commande Publique et à vous, CBJ, l'argent du peuple travaille vraiment pour le développement équitable du pays. Alors, êtes-vous prêt à devenir un héros du changement ? Visitez le site du Ministère des Finances et du Budget : [www.finances.gouv.cf](http://www.finances.gouv.cf) pour vous informer et devenir un héros de la transparence !



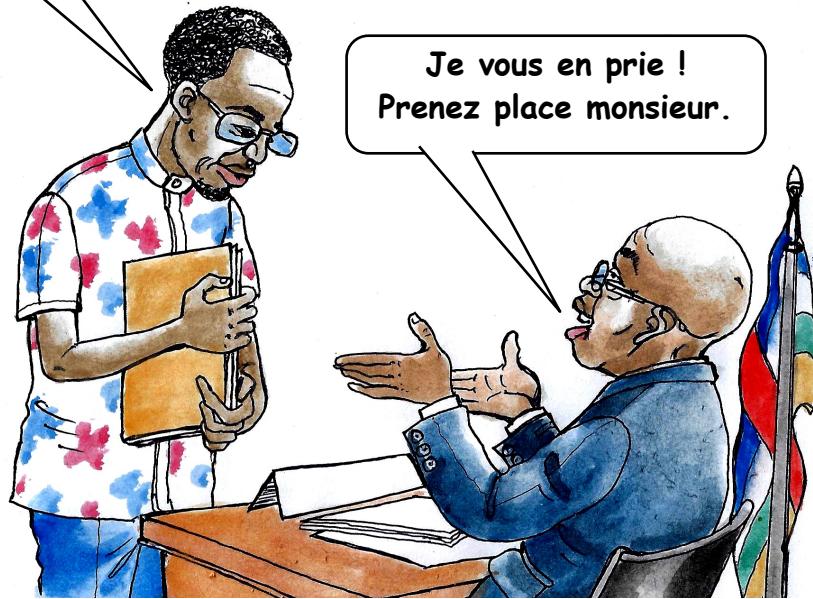
Deviens CBJ 2026 ! Ensemble, suivons l'argent public et faisons en sorte que la RCA devienne un pays où tout est clair et juste. Toi aussi, joue ton rôle et sois un héros du Budget Citoyen !



## VII. LE FONCTIONNAIRE ET L'ALLOCATION FAMILIALE

Je suis un nouveau fonctionnaire et je veux demander l'allocation pour mes enfants. C'est quoi l'allocation familiale ? Et que dois-je faire ?

L'allocation familiale c'est l'argent que l'Etat donne au fonctionnaire pour ses enfants qui sont déclarés. Vous devez faire une demande officielle et fournir certains documents.



A qui doit-on adresser cette demande et quels sont les documents qui doivent accompagner cette demande ?

La demande est adressée au Directeur de la solde sous couvert du Directeur des Ressources de ton département Ministériel. Puis, Le fonctionnaire va à la Direction de la Solde pour déposer son dossier d'allocation familiale au service courrier.



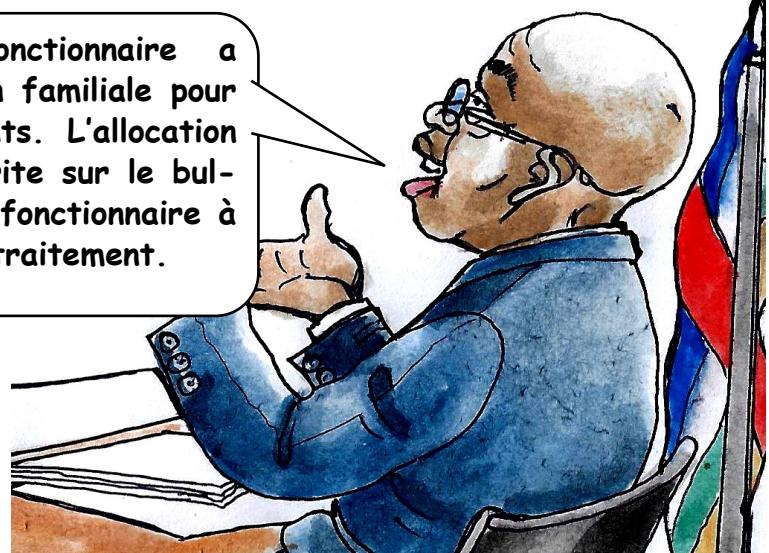
S'agissant des documents à fournir, il s'agit de : Actes de naissances légalisés des enfants, un certificat de vie pour les enfants, le dernier bulletin de solde, une copie de pièce d'identité, un acte de mariage pour les mariés et un acte de décès pour les veuves souhaitant bénéficier d'une allocation familiale.

Lorsque l'agent du service de la Solde reçoit le dossier, il vérifie l'ensemble des documents en mettant l'accent sur l'acte de naissance et le cachet du signataire sur l'acte de naissance. Lorsque le dossier est bon, il procède à la saisie des informations dans le logiciel GIRAFE et au traitement du dossier.



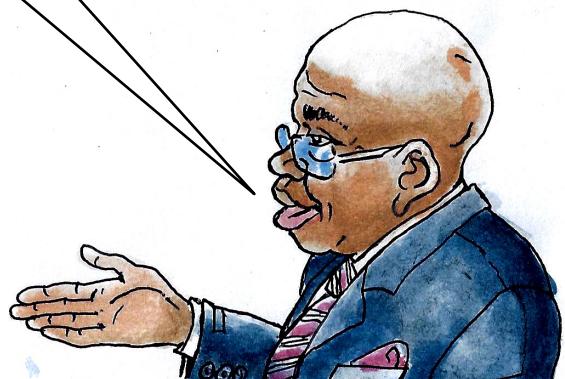
Y a-t-il une limite concernant le nombre des enfants que l'Etat prend en charge ?

Oui ! Chaque fonctionnaire a droit à l'allocation familiale pour maximum 5 enfants. L'allocation familiale est inscrite sur le bulletin de solde du fonctionnaire à la fin du mois de traitement.



Quelle est la limite d'âge qui met fin au bénéfice de l'allocation familiale pour un fonctionnaire concernant son enfant ?

Le fonctionnaire ne bénéficie plus de l'allocation familiale lorsque l'enfant dépasse 18 ans.



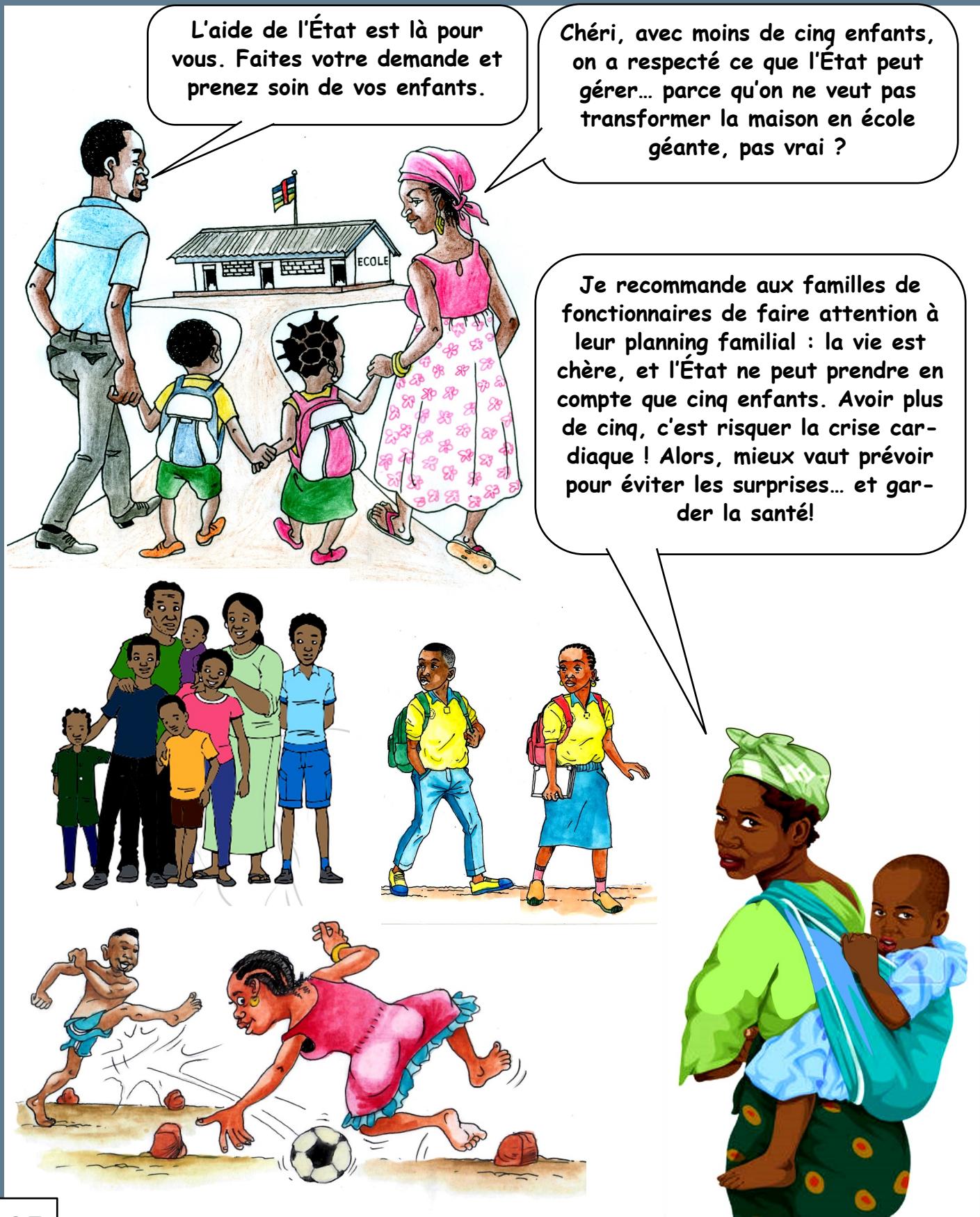
Monsieur, ma femme est également agent de l'Etat. Est-ce qu'on peut tous les deux profiter de cette allocation ?

Lorsque les deux parents sont fonctionnaires, il faut donner obligatoirement le matricule de la conjointe pour éviter un double emploi.



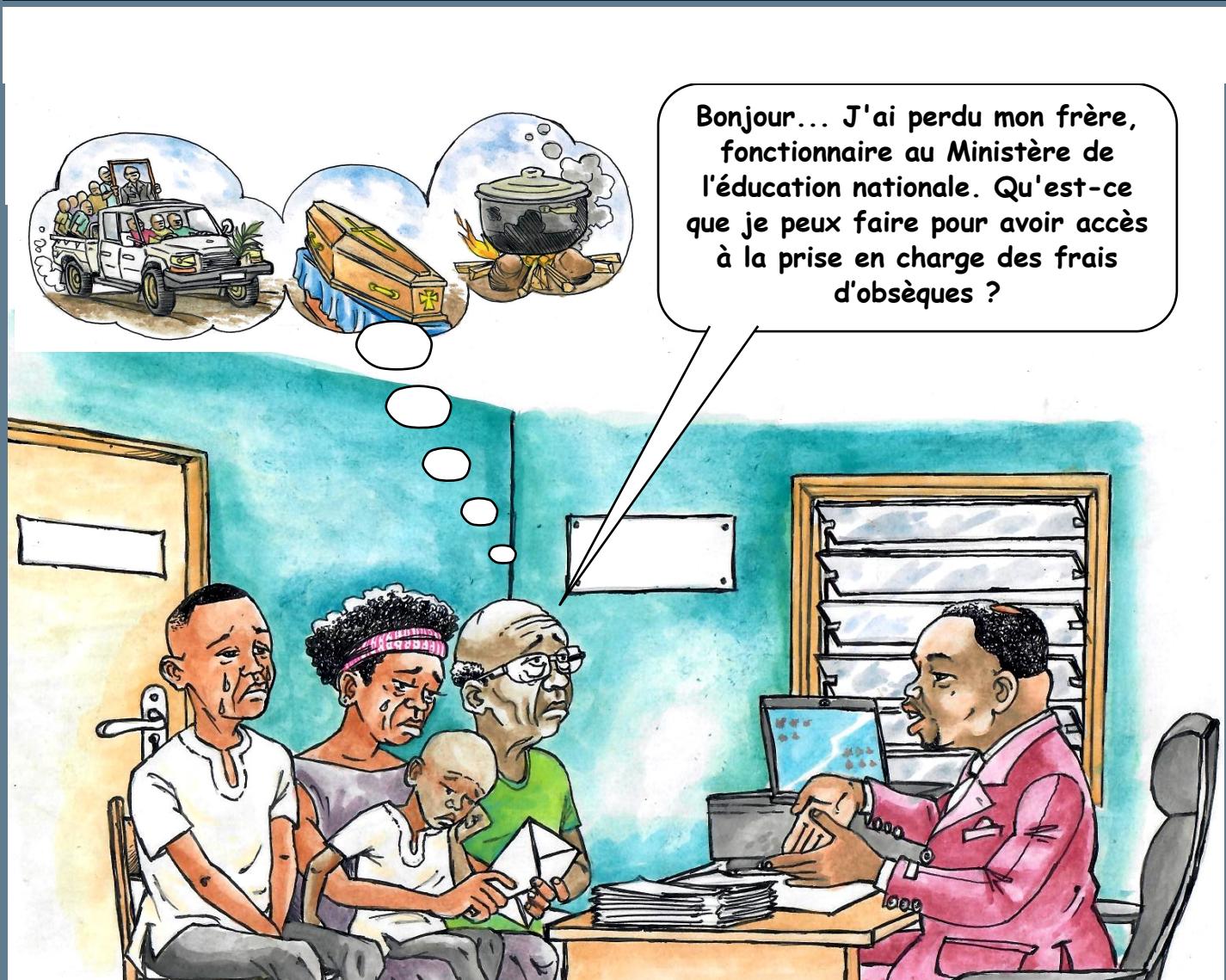
## VII. LE FONCTIONNAIRE ET L'ALLOCATION FAMILIALE (Suite et fin)

Les familles des fonctionnaires bénéficient de l'aide de l'État, ce qui leur permet de vivre dans de meilleures conditions. Grâce à cette assistance, elles ont accès à des services essentiels, comme la santé, l'éducation et le logement. Cela contribue à leur bien-être et à la stabilité de toute la communauté. En soutenant nos fonctionnaires et leurs familles, l'État construit un avenir plus juste et plus prospère pour tous.



## VIII. PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'OBSÈQUES DU FONCTIONNAIRE

Un citoyen triste entre au bureau de la solde. L'agent administratif l'accueille avec empathie.



Quelles sont les démarches à entreprendre ?

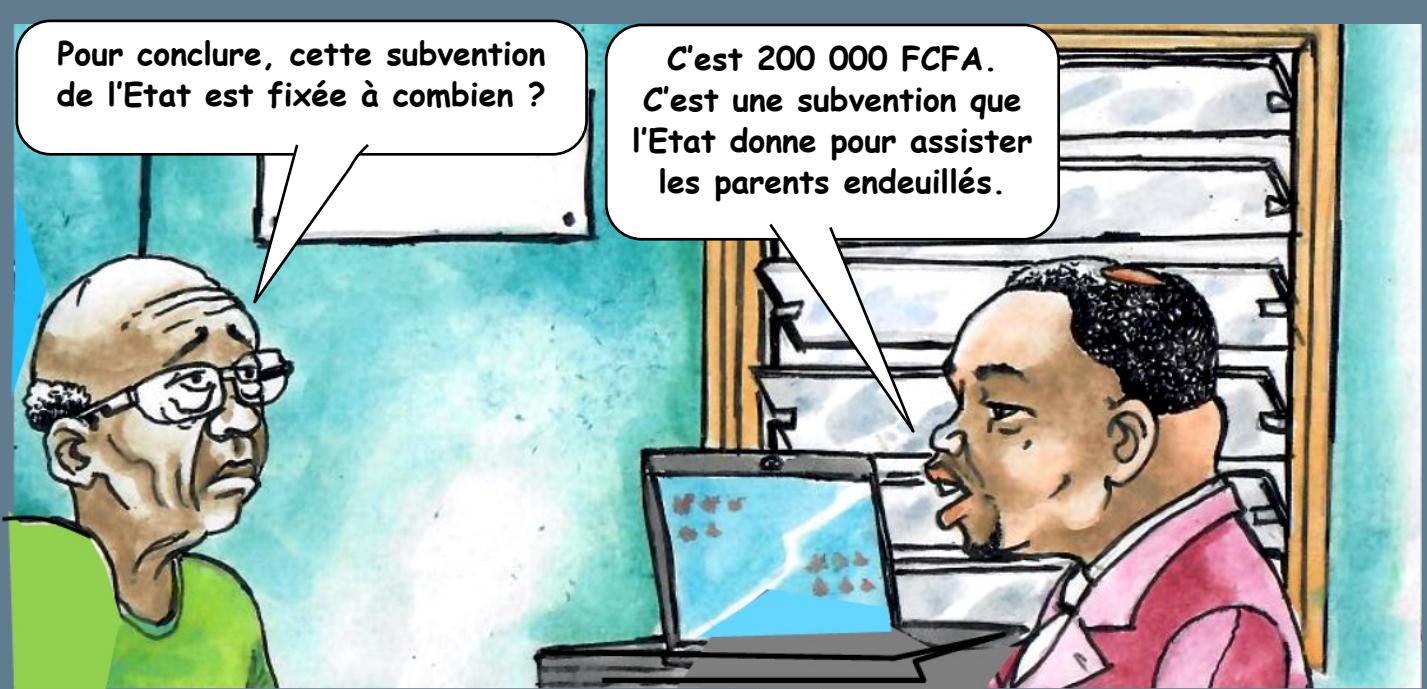
Informez immédiatement la Direction des Ressources (DR) du ministère du défunt, puis s'informer sur les pièces à fournir. Pour votre gouverne, il s'agit de l'acte de décès, du dernier bulletin de solde et de la copie d'identité du défunt qui doit être déposé au DR. Le Directeur des Ressources transmet le courrier de demande de prise en charge des frais d'obsèques adressé à la Directrice Générale du Budget (DGB).

En quoi consiste la prochaine étape ?

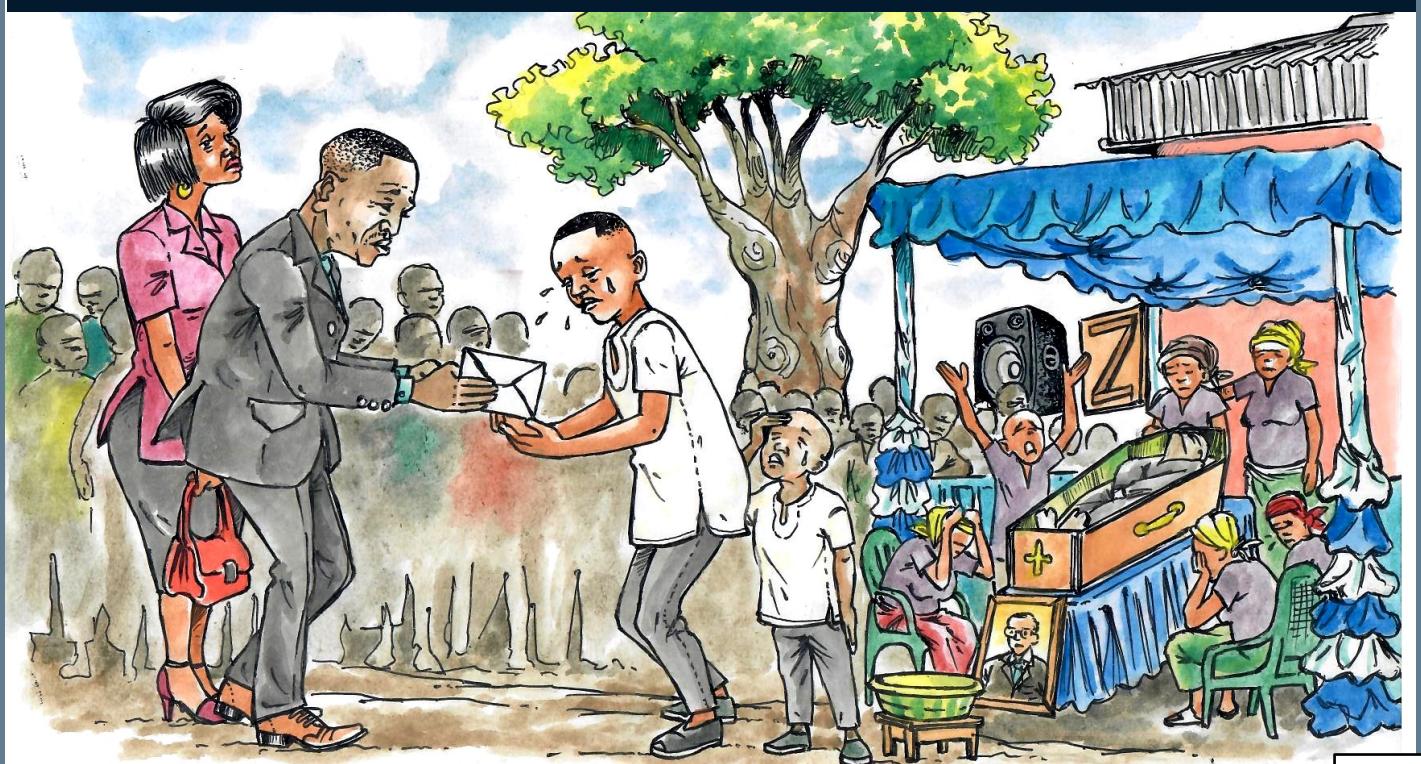
Le représentant de la famille va à la Direction de la DGB siège bloc finances, avec le dossier complet. Le dossier est vérifié. Si tout est bon, le Ministère des Finances et du Budget établit le bon de prise en charge et le représentant de la famille doit suivre la procédure jusqu'au paiement.

Quelles démarches mener lorsque la famille a déjà enterré le corps ?

Certaines familles ne savent pas que l'Etat participe aux dépenses des funérailles des fonctionnaires qui sont décédés. Dans ce cas, lorsque la famille vient annoncer le décès du fonctionnaire après l'enterrement, l'Etat rembourse à la famille ce qu'il doit donner pour le cercueil et autres frais liés à l'enterrement du fonctionnaire décédé.



Une délégation du Ministère de l'Éducation remet une enveloppe à la famille en deuil.



## IX. LES PRINCIPES DE LA GESTION FINANCIERE

Dans le quartier Songo et le quartier Moussa, les communautés, unies, collaborent pour construire un petit pont reliant leurs quartiers, témoignant d'un vivre-ensemble harmonieux. Plus loin, autour d'une boisson locale, une discussion animée s'engage sur le principe de séparation entre l'ordonnateur et le comptable public, illustrant leur engagement citoyen et leur volonté de mieux comprendre la gestion des finances publiques.

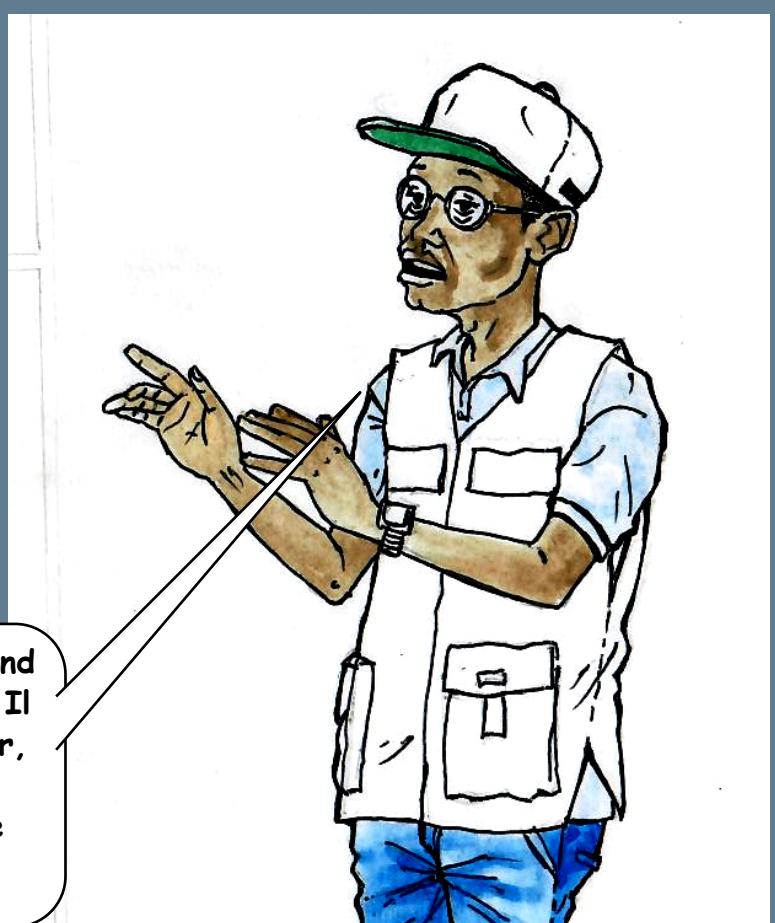


### . La séparation des ordonnateurs et des comptables

C'est une règle très importante dans l'administration. Elle dit que deux personnes différentes doivent s'occuper de décider et de gérer l'argent public.

Dis, c'est quoi cette règle de séparation entre l'ordonnateur et le comptable ?

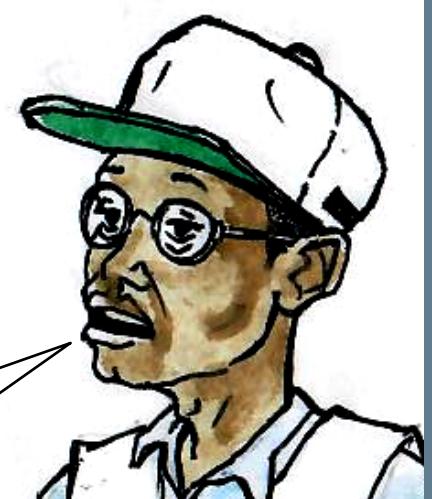




L'ordonnateur, c'est lui qui décide quand il faut payer ou recevoir de l'argent. Il voit combien on doit payer ou recevoir, et il donne l'ordre de le faire. Par exemple, il peut dire : "Payez cette facture" ou "Recueillez cette taxe".



C'est le seul qui a le droit de toucher l'argent. Il s'assure que l'argent est bien payé ou recueilli, et il garde une trace de tout dans un livre. Il vérifie aussi que tout est fait dans les règles.

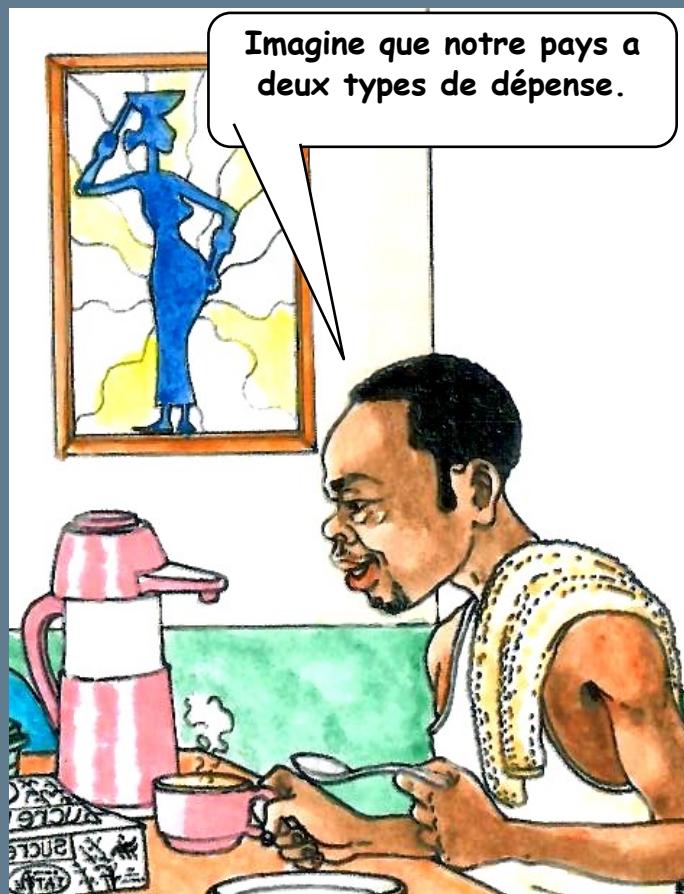
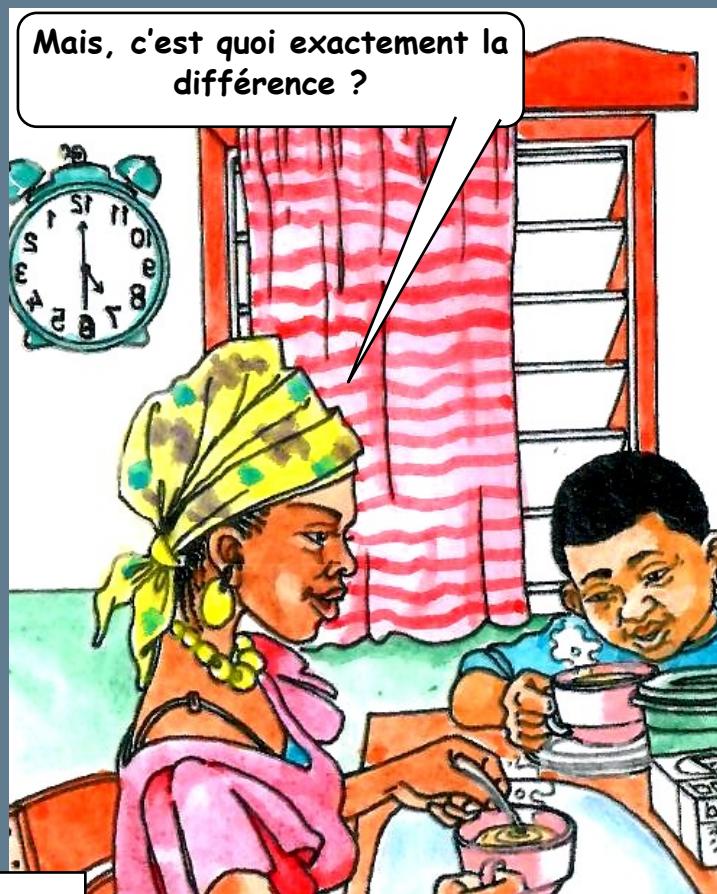
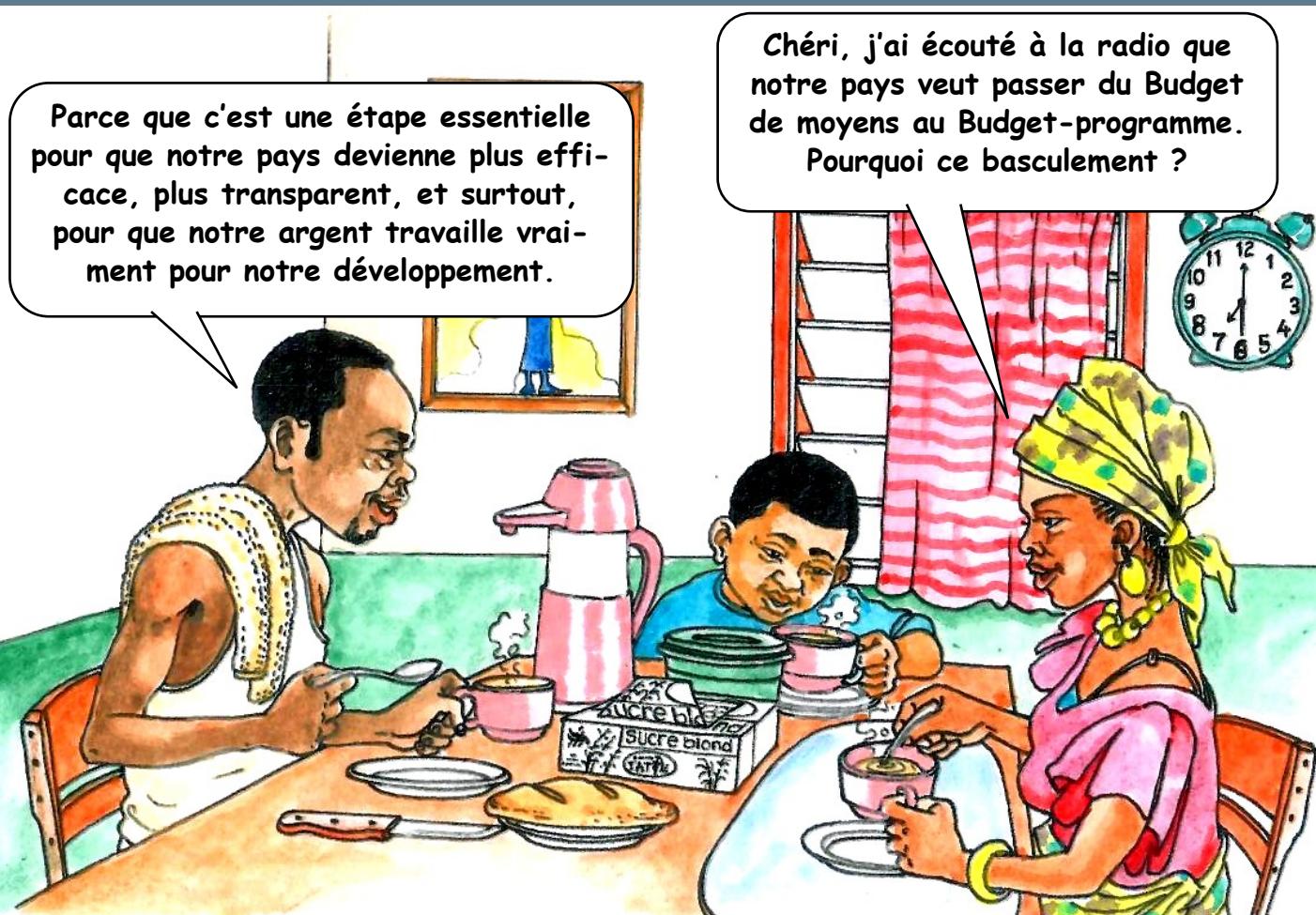


Exactement ! Et cette séparation est importante pour que tout soit transparent et que personne ne puisse voler ou mal gérer l'argent public.



## X. BUDGET-PROGRAMME : LA CLÉ POUR FAIRE AVANCER LA RCA

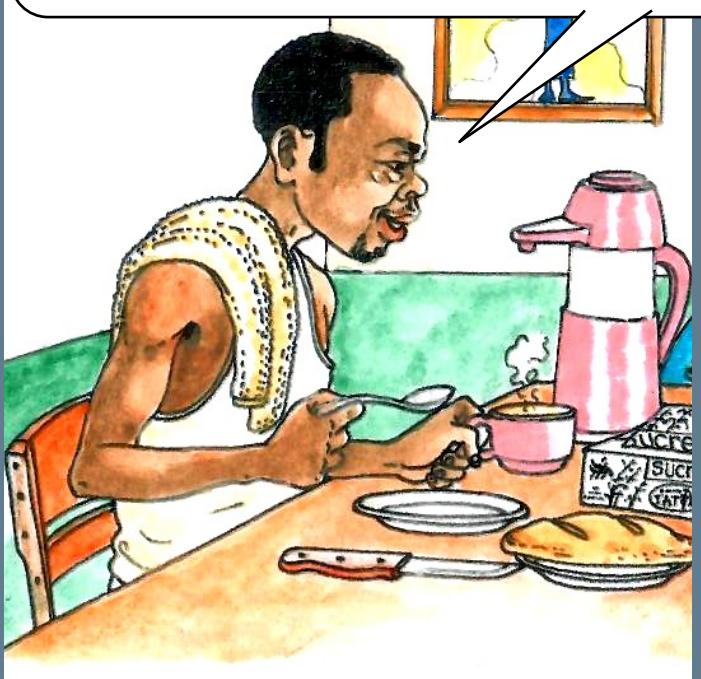
Alexis Expert en finances publiques échange avec sa femme sur le passage du budget de moyens au budget-programme





Ce changement permettra au pays d'être plus responsable, de mieux suivre où va l'argent, et surtout, de s'assurer que chaque franc dépensé contribue réellement au progrès du pays.

Donc, c'est une façon de mieux gérer pour que le peuple en voie directement les bénéfices ?



## LA FAMILLE ÉCOUTE, INTÉRESSÉE

Exactement ! Et cela signifie que nous, citoyens, pouvons mieux contrôler si l'État utilise nos ressources pour améliorer notre vie : construire des écoles, des routes, des hôpitaux. C'est un pas vers plus de transparence et d'efficacité.



Je comprends. Si on veut que la République Centrafricaine avance dans la bonne direction, il faut que chaque dépense ait un but précis, une vraie finalité.

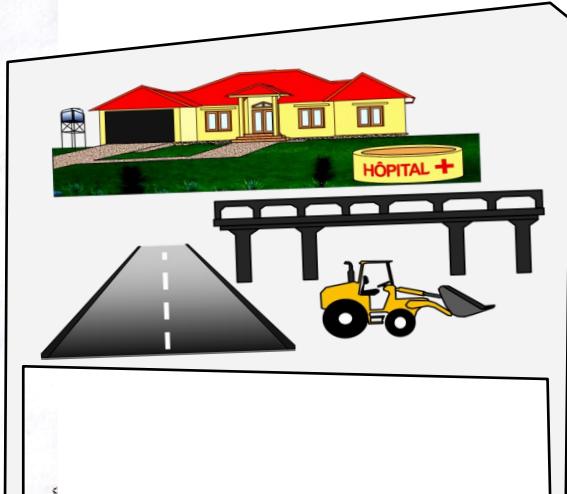
Tu as tout compris. Le passage au budget-programme, c'est notre chance à tous de voir notre pays évoluer, de sortir de la simple gestion quotidienne pour des projets qui changent réellement notre quotidien.

Wéééé ! Avec le budget-programme, on aura de meilleures écoles partout dans le pays.

## XI. COMMENT LES CITOYENS PEUVENT-ILS PARTICIPER À L'ÉLABORATION DU BUDGET DE L'ÉTAT DANS LE CADRE DU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT (PND) ?

Karim, un citoyen, regarde un panneau avec l'image d'un bâtiment administratif et d'un pont.

Le budget de l'État, c'est l'argent que le gouvernement utilise pour les routes, les écoles, la santé... Mais comment pouvons-nous, citoyens, y prendre part ?



Bonne question ! Le PND est un grand plan qui définit les grands projets pour notre pays : construire des écoles, améliorer les routes, renforcer la santé, etc. Pour que ce plan reflète vraiment nos besoins, la participation de tous est essentielle. La première étape, c'est de s'informer : connaître comment l'argent du budget national est utilisé pour réaliser ces projets, et quelles priorités y sont fixées.

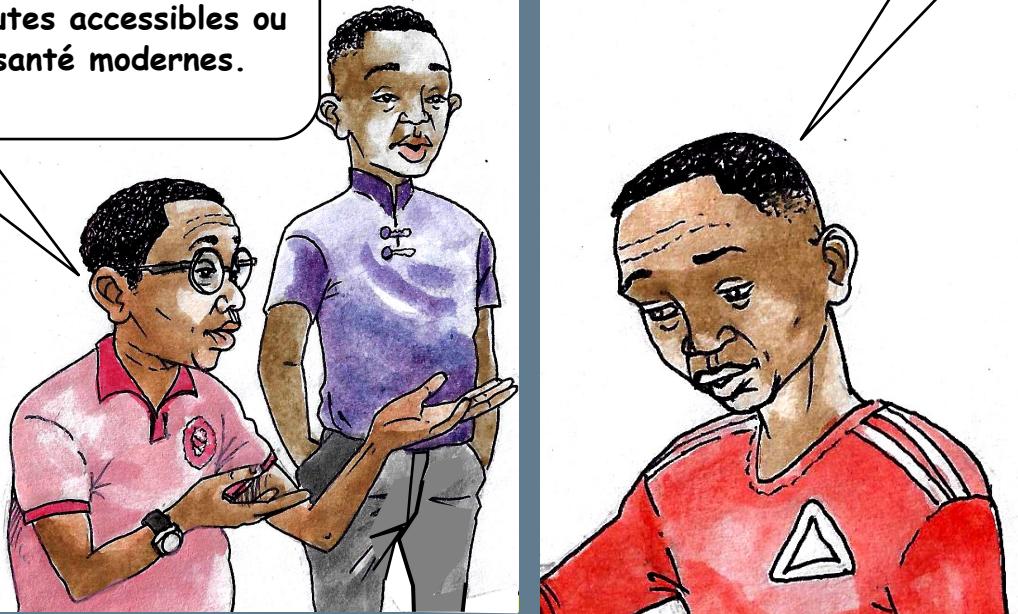
Dis, comment nous, citoyens, pouvons vraiment participer à l'élaboration du budget de l'État, surtout dans le cadre du Plan National de Développement ?

Et après, on peut faire quoi concrètement ?



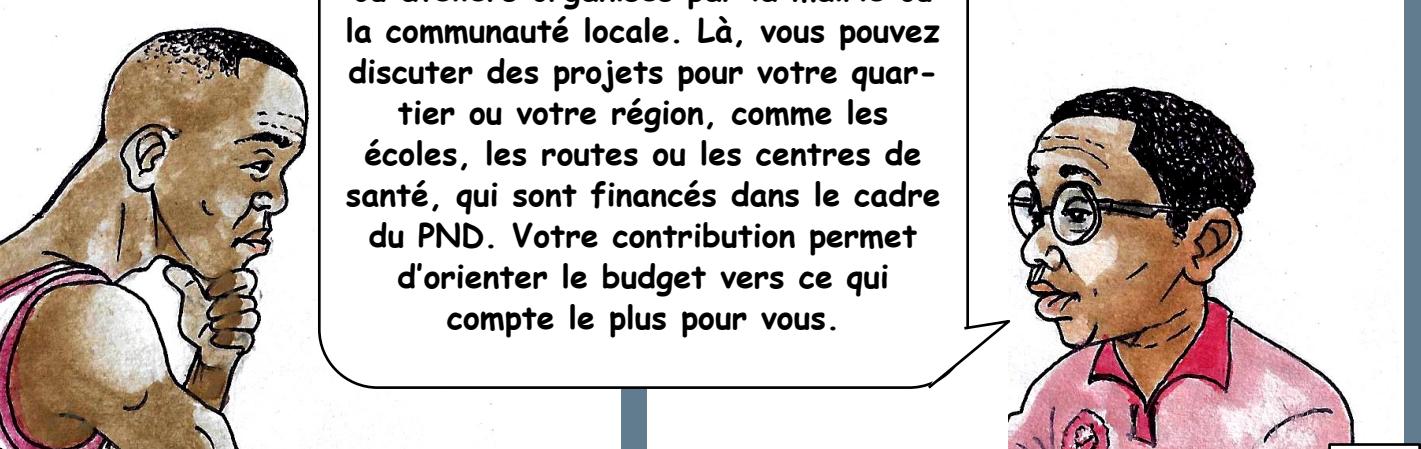
Ensuite, il faut donner ton avis. Tu peux échanger avec ton député ou ton représentant local, lui dire ce qui est important pour toi dans le cadre du PND : par exemple, plus d'écoles dans ton village, des routes accessibles ou des centres de santé modernes.

Et si je vis dans une zone où personne ne pense à nous, comme dans un village isolé ?



Là, tu peux écrire à ton Préfet ou Sous-préfet. Ils recueillent vos besoins — comme l'eau, la santé ou les infrastructures — et transmettent ces demandes à Bangui, en s'assurant que votre voix soit prise en compte dans la planification du PND et dans l'allocation du budget national.

Mais comment participer dans notre commune ou notre quartier ?



En participant aux réunions publiques ou ateliers organisés par la mairie ou la communauté locale. Là, vous pouvez discuter des projets pour votre quartier ou votre région, comme les écoles, les routes ou les centres de santé, qui sont financés dans le cadre du PND. Votre contribution permet d'orienter le budget vers ce qui compte le plus pour vous.

Et la radio ou la presse, ça peut aider aussi ?

Absolument ! En écoutant la radio ou en partageant vos idées dans les émissions, vous faites connaître vos priorités. Les médias jouent un rôle clé pour sensibiliser et mobiliser la population autour des grands projets du PND, et pour faire entendre la voix des citoyens dans le processus de planification.



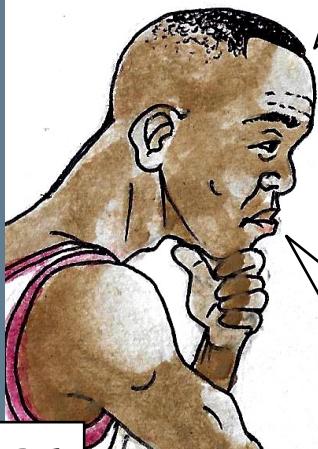
Et si je veux aller plus loin, je peux m'engager dans des groupes comme les jeunes citoyens ou des associations ?

Bien sûr ! Rejoindre des groupes comme les Citoyens Budgétaires Juniors ou d'autres associations, c'est participer activement, organiser des campagnes de sensibilisation, distribuer des informations, et continuer à faire pression pour que le budget reflète réellement nos besoins et nos priorités pour le développement du pays.



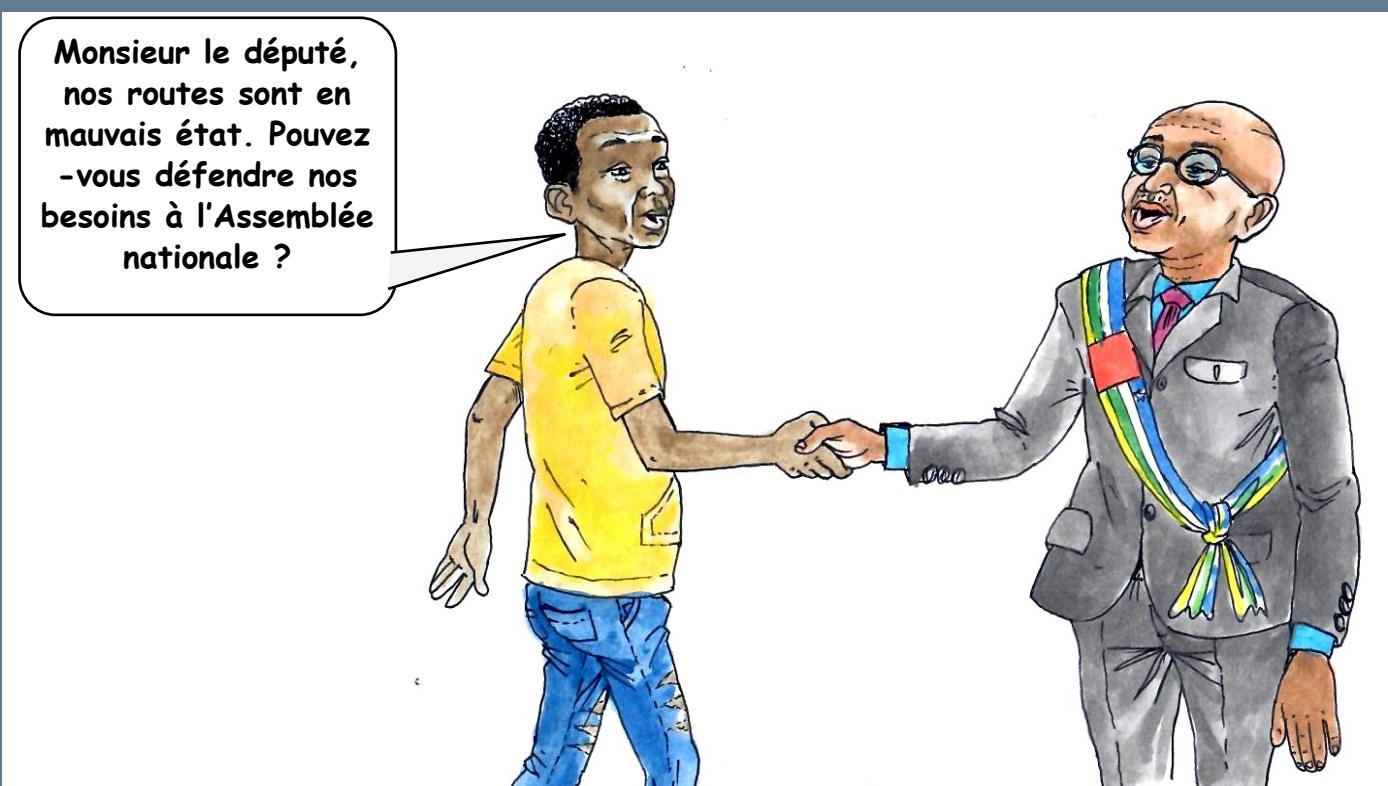
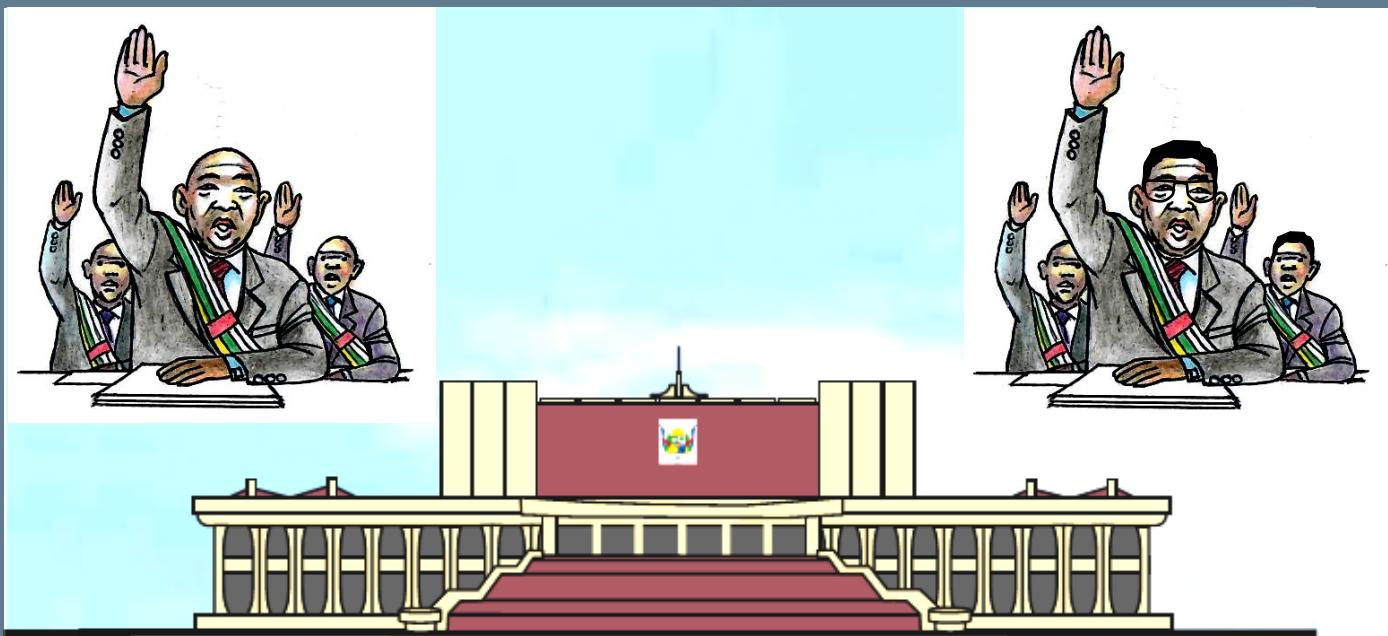
Donc, tout le monde peut agir, à son niveau, pour que l'argent de l'État serve vraiment le peuple dans le cadre du PND ?

Exactement ! S'informer, donner son avis, participer aux réunions, utiliser les médias, c'est la clé pour que le budget national et le PND soient réellement adaptés à nos besoins. C'est ainsi que chacun peut contribuer à construire un avenir meilleur pour notre pays.



Je vais commencer dès aujourd'hui. Merci pour ces conseils !

## LA PARTICIPATION À TRAVERS LES DÉPUTÉS



## LA PARTICIPATION VIA LES SERVICES DÉCONCENTRÉS

Karim écrit une lettre à la Préfecture, avec des images de ponts, écoles, et Hôpitaux.

Je demande que nos besoins essentiels soient pris en compte dans le budget national.

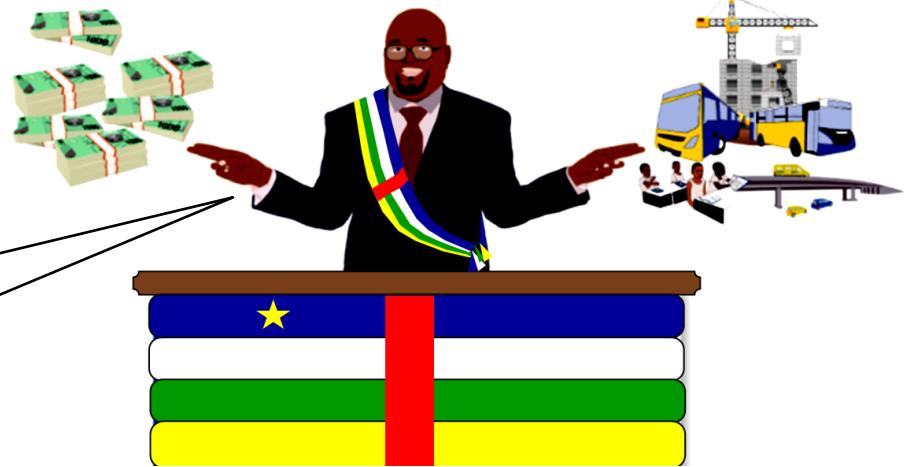
Les services déconcentrés comme la Préfecture recueillent nos messages et les transmettent pour que nos besoins soient intégrés dans le budget régional ou national.



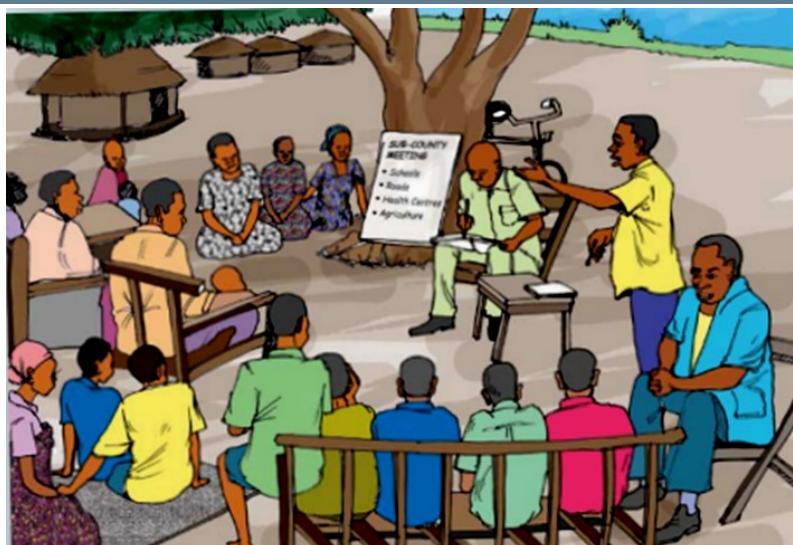
Recettes

Dépenses

Les collectivités territoriales reçoivent des fonds de l'État sous forme de subventions pour financer des projets locaux. Notre rôle est de faire connaître nos besoins.



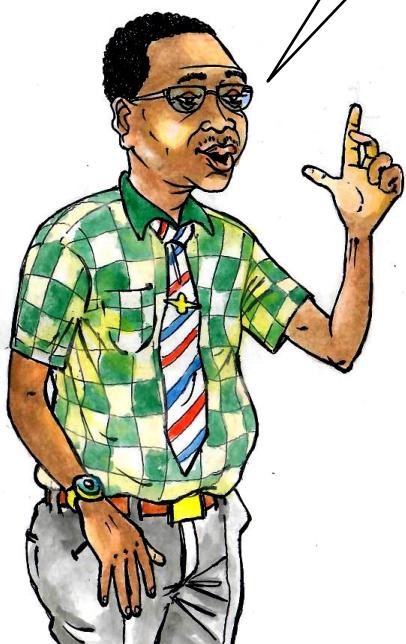
## LA PARTICIPATION À TRAVERS LES COLLECTIVITÉS LOCALES





Les communes et régions élaborent des plans de développement avec notre participation pour que nos besoins soient intégrés dans le budget local et le budget national à travers les subventions de l'Etat.

Les collectivités locales élaborent des plans et demandent des subventions pour réaliser ces projets. Notre participation garantit que l'argent public va dans nos besoins.



## LA PARTICIPATION PAR LES MÉDIAS

Karim écoute une émission relative au budget sur les ondes de la radio.

Les médias sont des outils puissants pour informer, sensibiliser, et faire connaître nos priorités.

KARIM AVEC SES AMIS DU PARLEMENT JUNIOR ET LES CBJ, TOUS TENANT DES PANCARTES :

CONTACTE TON DÉPUTÉ

PARTICIPE AUX RÉUNIONS LOCALES

ÉCRIS AU PRÉFET

CBJ

UTILISE LA RADIO ET LA PRESSE

Ensemble, faisons entendre notre voix pour que le budget serve vraiment le peuple !

Chaque citoyen a un rôle à jouer. Participer, c'est agir pour un avenir meilleur pour tous.

## EN CONCLUSION

Savez-vous que toutes les informations pour mieux comprendre le budget de l'État sont disponibles sur le site et la page officielle Facebook du Ministère des Finances et du Budget ? Vous pouvez y accéder à l'adresse suivante : [www.finances.gouv.cf](http://www.finances.gouv.cf).



Avec toutes vos explications, je comprends beaucoup mieux le budget 2026. Tout semble bien réfléchi. Il ne reste plus qu'à espérer que chaque franc prévu soit utilisé pour sa vraie destination.

À cette occasion, nous tenons à remercier l'équipe de rédaction du Budget Citoyen ainsi que les Partenaires Techniques et Financiers. Ils ont fait beaucoup d'efforts pour rendre les connaissances sur la loi de finances 2026 accessibles à tous, y compris aux citoyens que nous sommes.

C'est une certitude ! La loi de finances 2026 est un outil essentiel pour le gouvernement, qui s'engage à améliorer la vie de chaque Centrafricaine et de chaque Centrafricain. Grâce à elle, nos enfants, nos adolescents, nos jeunes et nos adultes pourront vivre dans de meilleures conditions. Ensemble, construisons un avenir plus prospère pour tous !





# BUDGET CITOYEN 2026



C'est un langage simple pour comprendre les actions du Gouvernement

**Votre Budget - Votre Pouvoir - Notre  
Développement**

**Le Guide pour mieux comprendre le Budget de l'Etat**